

Bulletin spécial

Quels défis pour les droits humains ?



.....

*La reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la
famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le
fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde.*
Préambule de la DUDH

La *Ligue des droits et libertés* est membre de la *Fédération internationale des ligues des droits de l'homme* (FIDH) www.fidh.org

Comité éditorial

Marcel Duhaime
Nicole Filion
Dominique Peschard

Conception et coordination

Nicole Filion
Dominique Peschard
André Trépanier

Collaboration à ce numéro

Michèle Asselin
Gisèle Bourret
Dorval Brunelle
Raphaël Canet
Martine Eloy
Nicole Filion
Vincent Greason
Jill Hanley
Carole Henry
Lucie Lamarche
Georges LeBel
Sylvie Paquerot
Michel Parazelli
Dominique Peschard

Révision linguistique

Lisette Girouard

Correction d'épreuves

Martine Eloy
Dominique Peschard

Graphisme

Sabine Friesinger

Impression

Imprimerie Katasoho

Ce bulletin est une publication de la *Ligue des droits et libertés*, réalisée avec l'appui financier de la *Fondation Léo-Cormier*. Il est distribué à leurs membres.

Sauf indication contraire, les propos et opinions exprimés appartiennent à leurs auteurs et n'engagent ni la *Ligue des droits et libertés*, ni la *Fondation Léo-Cormier*.

La reproduction totale ou partielle est permise et encouragée, à condition de mentionner la source.

Pour abonnement, avis de changement d'adresse ou commentaires, veuillez communiquer avec nous :
téléphone : 514-849-7717
courriel : info@liguedesdroits.ca

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 0828-6892

Dans ce numéro

Éditorial : La faillite de l'ordre mondial actuel L'occasion de se mobiliser pour le changement Dominique Peschard	1
Soixante ans plus tard Quels défis pour les droits humains? Dominique Peschard	3
La Déclaration universelle des droits a soixante ans Georges Lebel	4
Sommes-nous une société en perte de « compassion » ? Vincent Greason	7
Les droits de l'Homme au travail Carole Henry	10
Les statuts d'immigration : Un outil d'exclusion des droits économiques et sociaux Jill Hanley	12
Nous serons en marche tant que la liberté de toutes ne sera pas assurée Michèle Asselin et Gisèle Bourret	15
Dans un État sécuritaire, nous avons tous et toutes quelque chose à craindre Martine Eloy	18
La prévention répressive des risques sociaux Michel Parazelli	21
Reconfiguration des rapports de force et des luttes à l'échelle planétaire Raphaël Canet	24
Du droit à un environnement sain au droit à la vie Sylvie Paquerot	27
Globalisation et reconfiguration politique Dorval Brunelle	30
La Déclaration universelle des droits de l'homme : Un acquis fragile Lucie Lamarche	33

La Fondation
Léo-Cormier



La faillite de l'ordre mondial actuel L'occasion de se mobiliser pour le changement

Dominique Peschard, président
Ligue des droits et libertés

En ce 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, il n'y a pas lieu de se réjouir de l'état des droits humains. Augmentation de la pauvreté et de la faim, même dans les pays riches, accroissement des inégalités sociales et des excluEs, privatisation et tarification dans les services publics, montée d'une droite morale et religieuse qui, entre autres, alimente la xénophobie, et qui remet en question les pas vers l'égalité accomplis ces dernières décennies par les femmes, les gais et lesbiennes.

Aux reculs des droits économiques, sociaux et culturels, s'ajoute, depuis les attentats du 11 septembre 2001, un assaut sans précédent contre les libertés civiles et politiques et contre des droits que l'on tenait pour acquis dans des sociétés dites démocratiques. Ces attentats ont servi de prétexte à la mise en place de lois et de mesures d'exception qui écartent la présomption d'innocence et permettent aux gouvernements d'espionner leur population et de priver des individus de leur liberté sur la base de preuves secrètes et même de les torturer ou de les envoyer vers la torture.

Il faut aussi mettre en évidence l'appauvrissement de la démocratie avec l'affaiblissement du rôle du parlement et la concentration du pouvoir au niveau de l'exécutif, la mise en œuvre de politiques par réglementation plutôt que par décision du parlement, évitant ainsi tout débat public, et le transfert du pouvoir vers des organisations internationales au service du capital qui n'ont de compte à rendre à aucune instance représentative (OMC, ALENA, PSP).

La crise financière fait ressortir plus que jamais la cupidité des classes possédantes, et la désinvolture et le mépris avec lesquelles elles traitent la vie de millions d'êtres humains. Des milliers de milliards de dollars sont disponibles pour sauver le système financier et bancaire mais les quelques dizaines de milliards nécessaires pour assurer l'alimentation, l'eau potable, l'accès à la santé et à l'éducation à des centaines de millions de personnes font défaut.

Plus fondamentalement, l'ordre mondial actuel, économique et politique, a prouvé qu'il était incompatible avec un ordre mondial fondé sur l'universalité des droits. Nous avons vécu plusieurs décennies de campagne idéologique ultra-libérale visant à inculquer l'idée que les droits humains se résument avant tout à une question de liberté individuelle, la plus importante de toute étant celle de faire des affaires sans entraves, la liberté suprême étant celle du marché. Selon ce point de vue, si bien résumé par Margaret Thatcher lorsqu'elle a déclaré « La société n'existe pas, il n'y a que l'individu et sa famille », les intérêts collectifs et la solidarité sociale sont des hérésies. Le libéralisme est prêt à reconnaître l'égalité formelle de tous les êtres humains, mais s'oppose à l'établissement d'un ordre économique, social et politique qui permet l'atteinte d'une égalité réelle.

**« ... l'ordre mondial
actuel, économique et
politique, a prouvé qu'il
était incompatible avec un
ordre mondial fondé sur
l'universalité des droits. »**

Les multiples crises qui se chevauchent présentement, crise financière et économique, crise environnementale, crise alimentaire, sont autant de sources d'instabilité et d'inquiétude pour des millions d'êtres humains qui voient leur conditions d'existence se détériorer encore plus. D'un côté, cette situation est propice à la montée de la droite qui exploite ces craintes pour diviser les différentes victimes de violations de droits en opposant les droits des uns aux droits des autres, comme, par exemple, la liberté de religion et le droit à l'égalité des femmes dans le débat sur les accommodements raisonnables, les droits des autochtones sur leurs terres ancestrales et la protection des emplois des non autochtones dans l'exploitation des ressources naturelles, les droits des citoyens à ceux des personnes immigrantes et des sans-statut. Mais d'un autre, elle révèle à la face du monde la faillite de l'ordre néo-libéral et offre une opportunité de mobilisation pour le changement.

L'égalité et la dignité de chaque être humain proclamées par la Déclaration universelle des droits de l'homme ne peuvent être réalisées que dans une société fondée sur la justice, la liberté, l'égalité et la solidarité, une société qui reconnaît à tous, sans égard au statut, tous les droits humains de la Charte Universelle des droits. Nous devons nous

opposer à une stratégie de sortie de crise qui se ferait uniquement au profit des possédants et qui viserait à instaurer une version réformée du système d'exploitation en vigueur. La faillite de ce système nous fournit l'opportunité de revendiquer une organisation sociale, politique et économique qui permet la réalisation d'une société fondée sur les idéaux de la Déclaration universelle.

La *Ligue des droits et libertés* croit qu'on ne peut pas se contenter de constater les nombreuses violations de droits et de les dénoncer. Le 60ième anniversaire de la Déclaration universelle doit être l'occasion de cerner les obstacles économiques, sociaux et politiques à la mise en place d'une société qui réalisera l'égalité réelle de tous et de toutes et de revendiquer les transformations nécessaire à la réalisation de cet objectif.

... la méconnaissance et le mépris des droits de l'homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité et que l'avènement d'un monde où les êtres humains seront libres de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère, a été proclamé comme la plus haute aspiration de l'homme.

Préambule de la DUDH

Soixante ans plus tard Quels défis pour les droits humains?

Dominique Peschard, président

Depuis leur adoption en 1948, les principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme ont été consacrés dans de nombreux pactes et conventions rendant obligatoire le respect et la protection des droits qui y sont énoncés. Malgré cela, l'égalité réelle en dignité et en droits proclamée par la Déclaration demeure un rêve pour tous les êtres humains dont les droits sont bafoués. L'objectif de ce bulletin spécial n'est pas de recenser l'ensemble des violations de droits au Québec, au Canada et dans le monde, mais plutôt de cerner certains des principaux obstacles à la réalisation d'une société fondée sur les principes de la Déclaration.

Dans un premier temps [voir p. 4] Georges Lebel nous fait faire un survol historique de la genèse de la DUDH et nous invite à redéfinir le terrain de la lutte pour les droits comme un projet de société « qui réponde à nos exigences de liberté, d'égalité et de solidarité; non plus séparées, mais unifiées dans un projet cohérent ». Vincent Greason [voir p. 7] nous montre comment, « dans un monde néo-libéral, certaines personnes n'ont plus de droits; elles n'ont que des responsabilités » et comment, pour le gouvernement québécois, le filet de protection sociale relève de la compassion et non des droits.

Dans sa recherche du profit et de contrôle des populations, la société libérale a multiplié les catégories de personnes à statut précaire dont les droits sont bafoués. Carole Henry [voir p. 10] nous brosse un portrait de la situation du monde du travail où la multiplication des emplois à statut précaire a poussé un nombre croissant de travailleurs et de travailleuses dans la précarité et la pauvreté. Mais c'est dans le domaine de l'immigration, comme nous l'expose Jill Hanley [voir p. 12], que l'État a été le plus loin en créant des catégories légales de personnes privées de droits. Comme le soulignent Michèle Asselin et Gisèle Bourret, [voir p. 15] les femmes sont particulièrement victimes de ces développements, sans compter la persistance des stéréotypes sexistes et de l'exploitation sexuelle des femmes.

Au nom de la « sécurité » l'État met en place des stratégies de répression préventive. Comme le démontre Michel Parazelli [voir p. 21], dans cette optique, « il n'est pas question de considérer les causes structurelles créant des inégalités

sociales ou les conditions socioéconomiques liées aux choix de société » mais plutôt d'intervenir, non seulement « auprès des personnes ayant commis des infractions pénales, mais aussi auprès de toutes celles qui seraient susceptibles de provoquer ou d'être affectées par des comportements délictueux ». Martine Eloy [voir p. 18] montre comment ce nouveau paradigme, appliqué à la « sécurité nationale » fait que « tout individu représente potentiellement un risque et devient un suspect potentiel »; se développe alors un climat où règne l'arbitraire et où la présomption d'innocence ne peut plus être tenue pour acquise.

La mondialisation néolibérale a engendré un nouveau cycle de luttes sociales à l'échelle planétaire. Raphaël Canet [voir p. 24] nous trace une vision altermondialiste d'un « changement social sur des bases réellement démocratiques ». Cette mondialisation néolibérale a des impacts environnementaux qui menacent les conditions d'existence de millions d'êtres humains. Comme le dit Sylvie Paquerot : [voir p. 27] « Les enjeux environnementaux sont bel et bien, plus que jamais, des enjeux de droits humains », d'où la nécessité de développer les solidarités qui ont commencé à se tisser entre les mouvements de défense des droits humains et les mouvements environnementalistes.

La globalisation, terme que Dorval Brunelle [voir p. 30] préfère à celui mondialisation, « aurait pour vocation d'instaurer un ordre nouveau qui se serait affranchi de la poursuite d'un illusoire intérêt général et qui lui substituerait l'enrichissement collectif, l'initiative individuelle et la maximisation des choix des consommateurs... Au nom de la défense des intérêts particuliers et de la promotion de la liberté individuelle, [elle] enclenche une concentration sans cesse croissante des pouvoirs au sein des États et des entreprises. »

Enfin, pour Lucie Lamarche, [voir p. 33] « quelque chose cloche : plus de droits et plus de recours ne signifient pas à l'évidence, pour l'heure, plus de justice globale ou locale. » Pour Mme Lamarche il faut revenir au sens de la Déclaration et de conclure que « les détenteurs de droits humains ont le droit démocratique de donner un sens à la société qui est la leur. »

La Déclaration universelle a soixante ans

Georges Lebel, avocat
professeur à l'UQAM

La DÉCLARATION universelle des droits a soixante ans; mais sa formulation première date de 1789.¹ Document historique, elle annonçait le programme politique de la Révolution bourgeoise.

Un projet révolutionnaire

Finis les statuts qui emprisonnent une société hiérarchisée où la naissance détermine la place et la vie. Désormais, tous les hommes² naissent égaux. Finies aussi les obligations féodales qui limitent aussi bien les aristocrates que le peuple dans un réseau de devoirs inextricables et désuets. Tous les hommes seront libres de ces obligations, et pour remplacer la clef de voûte qu'était le Roi, on fondera la société sur elle-même, sur le lien social, la fraternité des égaux libres. C'est le programme politique de 1789.

Des droits nécessaires

Il fallait que naisse l'individu libre, dépouillé de tout, n'ayant que sa propre force de travail à vendre pour que naisse une société fondée sur la division entre les patrons et les salariés. Après avoir bousculé l'aristocratie, la bourgeoisie se faisait industrielle puis industrielle, oubliant l'égalité et ne retenant de la fraternité que celle des casernes où l'on conscrit la jeunesse pour la guerre.

Une définition libérale

Ce programme révolutionnaire, les libéraux lui assigneront la tâche d'accumuler le capital auquel on reconnaîtra même la personnalité juridique (la compagnie) et lui confèrera tous les droits de la personne humaine. Un tas

d'argent, transformé en corporation³, acquiert autant de droits qu'un individu et peut se multiplier à l'infini au gré des besoins.

Un projet social

Pareille captation du projet de 1789 ne pouvait pas ne pas susciter de réactions. Ce sera l'histoire du XX^e siècle où l'idéal proposé par le socialisme oppose au capitalisme libéral, le concept de solidarité sociale : le citoyen ne sera libre que si la société l'est. Alors que les libéraux considèrent que ma liberté finit là où commence celle de mon voisin, (la concurrence, le marché, l'homme est un loup pour l'homme, l'égoïsme comme vertu, l'exclusion des inefficaces), les socialistes avancent qu'ils veulent la fonder sur le lien social, la solidarité (ma liberté dépend de celle mon voisin). Si on n'assure pas à tous la santé et l'éducation pour faire vivre sa famille par son travail, personne ne sera vraiment libre.

Un programme politique

1948 marquera l'apogée de cette opposition historique. Il fallait se démarquer. Madame Éléonore Roosevelt proposa aux vainqueurs (l'ONU) d'adopter le Bill of Rights constitutionnel des États-Unis. Ce sera la Déclaration des droits du 10 décembre 1948. Elle deviendra l'arme idéologique de l'Ouest américain contre l'Est socialiste. C'est pourquoi les soixante ans d'histoire de la Déclaration devenue universelle, seront d'abord ceux du libéralisme, même si l'État de bien-être et le keynésianisme constitueront la réponse libérale à l'exigence de solidarité.

1. Adoptée le 26 septembre 1789, la Déclaration américaine des Droits (les dix premiers amendements à la Constitution) entrera en vigueur le 15 décembre 1791.

2. Il faudra attendre le XXI^e siècle pour y singulariser la femme qui reste silencieusement incluse dans les titres des grands textes internationaux.

3. Notez que l'octroi de droits à la corporation est unilatéral puisqu'elle jouit du privilège exorbitant de la responsabilité limitée, c'est-à-dire qu'elle peut accumuler tant qu'elle fait des profits (privatisation des profits) mais qu'elle n'est pas responsable de ses pertes (socialisation des risques et pertes.)

L'engagement vers l'universel

Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies, la Déclaration n'est pas juridiquement obligatoire pour les États. On entreprit donc dès lors d'en faire des obligations découlant de traités où chaque État s'engage et est susceptible de se voir demander des comptes par les autres signataires. Ce long travail aboutit en 1966 à la proposition des deux Pactes (l'un sur les droits civils et politiques et l'autre sur les droits économiques, sociaux et culturels) pour mettre en œuvre des droits contraignants.

Le refus des États-Unis

La division éclate alors au grand jour. La grande majorité des États signent les deux Pactes, mais les États-Unis s'isolent en n'adoptant que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques qu'ils interprètent en termes individualistes et refusent toujours d'adhérer à ce qui deviendra le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (santé, éducation, travail, famille, revenu de vie suffisant, culture)⁴ auquel la presque totalité des États occidentaux, y compris le Canada et le Québec, a adhéré.

En schématisant les termes de l'opposition, on constate que pour certains, la liberté individuelle et la concurrence réaliseront l'ensemble des droits, alors que, pour d'autres, pour que la liberté et l'égalité puissent s'épanouir grâce à la solidarité, la société doit assurer les conditions culturelles, économiques, politiques et sociales. Il ne s'agit pas ici de minimiser les droits individuels, mais d'insister sur l'interdépendance de tous les droits.

Vers la constitution d'un corpus universel

Progressivement, on précisera le contenu et la portée de la Déclaration universelle par d'autres instruments qui viendront s'ajouter aux deux pactes, dont :

- la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1981)
- la Convention relative aux droits des enfants (1989)
- la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (1951)
- la Convention sur l'abolition du travail forcé (1957) et la traite des personnes (2000)
- la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (1987)

Et c'est en 1993 que la Conférence de Vienne dépassera l'opposition historique incarnée par l'adoption de deux pactes distincts en posant que *"Tous les droits de l'Homme sont universels, indivisibles, interdépendants et interreliés."*

Les droits aujourd'hui

Avec le XXI^e siècle, on change de discours, et certains États ne revendiquent plus leur légitimité⁵ parce qu'ils assurent la LIBERTÉ et l'ÉGALITÉ, mais parce qu'ils garantissent la SÉCURITÉ. Vous devez obéir et cesser de quémander parce que la nation est aujourd'hui menacée par un terrorisme international. Si la lutte contre le socialisme avait donné lieu au maccarthysme, on utilise la menace d'un soi-disant terrorisme planétaire pour légitimer les contraintes et les restrictions aux libertés.

Pour que ce discours soit efficace, il faut faire peur, terroriser, pour justifier les restrictions aux libertés et à la démocratie qu'exige le déploiement global du capitalisme financiarisé. La liberté de chacun entre alors en contradiction avec la liberté du capital.

4. Dans le discours libéral, l'idéal d'égalité matérielle se réduira à « l'égalité des chances. ». D'ailleurs, en juin 2008, les États-Unis ont décidé de ne plus appuyer financièrement le Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU auquel ils n'ont pas posé leur candidature.

5. Certains États se sont justifiés un moment par la promesse de leur efficacité à assurer à chacun un accroissement de son bien-être. Cette époque est révolue et même certains groupes populaires participent à la privatisation des fonctions étatiques de bien-être.

Un nouveau discours

Nous sommes donc en présence d'un nouveau discours qui ne fonde plus sa légitimité sur la réalisation des droits et la poursuite de l'égalité, mais sur la peur et la promesse de sécurité. L'État se distancie de sa responsabilité de réaliser l'égalité en confiant cette tâche au libre-marché et à l'entreprise privée. Pour les défenseurs des droits, c'est à la fois un problème et une opportunité.

Problème : parce que l'État ne se justifie plus uniquement par le respect des droits et qu'il devient donc moins sensible à la mise au jour de ses accrocs à la promotion des droits et à la dénonciation de ses violations.

Opportunité ensuite, car cela nous permet de redéfinir le terrain de luttes, le programme politique et démocratique porté par la revendication des droits. Cela permet de passer d'une position défensive (la défense de droits) à l'offensive pour exiger maintenant la réalisation de l'égalité par la solidarité. Cela invite à une définition urgente et emballante de la lutte pour les droits, non plus tels qu'ils nous sont concédés, mais tels que nous voulons qu'ils soient.

Quelle société envisageons-nous qui réponde à nos exigences de liberté, d'égalité et de solidarité; non plus séparées, mais unifiées dans un projet cohérent? Comment réussir au XXI^e siècle l'égalité par la solidarité en respectant et promouvant la liberté?

Voilà le programme auquel nous convient soixante ans d'utilisation de la Charte universelle des droits comme instrument de réalisation des promesses faites de liberté, d'égalité et de solidarité.

Philosophie au fronton des mairies

Liberté, égalité et fraternité : malgré ce qu'on croit souvent, ce ne fut pas une devise officielle pendant la Révolution française. Le 5 décembre 1790, Robespierre propose qu'elle figure sur... la poitrine des hommes de la garde nationale, mais la suggestion ne fut pas retenue. A l'époque, on rencontre plus souvent une autre forme : « Liberté, égalité, fraternité ou la mort » Le monde ancien, croyait-on, était servitude et non liberté, injustice et non égalité, indifférence et non fraternité. « Souverain », désormais, n'était plus le nom d'un seul, mais celui du peuple tout entier. Plutôt mourir que de retourner en arrière...

S'agit-il de l'Égalité ou de l'égalité devant la loi, ou pire, l'égalité libérale des chances? Comment la fraternité s'accommode-t-elle encore de la liberté individuelle? Faut-il envisager les trois termes séparément, ou tous ensemble, ou par deux, plus un ?

Roger-Pol Droit
Le Monde 11 juillet 2008, p. 30

... il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression.

Préambule de la DUDH



Sommes-nous une société en perte de « compassion »?

Vincent Greason

Table ronde des organismes volontaires d'éducation populaire (TROVEP) de l'Outaouais

La *Déclaration universelle des droits de l'homme* a été adoptée en 1948, quelques années à peine après la fin de la Deuxième guerre mondiale qui a brutalement mis fin à la Grande Dépression des années 30. Elle représente un point tournant dans l'histoire de la solidarité humaine : plus jamais l'être humain ne serait dénué de ce qui lui est inaliénable, sa dignité fondamentale, son droit de vivre décemment en toute sécurité. Quelques décennies plus tard, une centaine d'États du monde entier, dont le Canada (1976) et le Québec (par ordre exécutif, 1976) ratifient un traité supplémentaire qui proclame une série de droits sociaux et économiques : celui à un niveau de vie suffisant (y compris une nourriture, un vêtement et un logement suffisants), à jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible, à jouir de conditions de travail justes et favorables (dont une rémunération équitable) et à l'éducation primaire et secondaire gratuite.¹ Les États signataires de ce traité reconnaissent que l'on ne peut plus laisser la protection de la dignité humaine à la sphère du privé et de la charité. Cette protection est une affaire de droit, et le droit relève de la sphère publique. Il est donc très surprenant de lire dans un document de la réingénierie québécoise que « *Notre filet de protection sociale reflète la compassion qui nous réunit* ». ² Sommes-nous de retour à une époque où la compassion prime sur le droit ?

Le Québec progresse... vers le passé

Juste avant l'été, le gouvernement du Québec a publié son bilan des cinq ans de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Intitulé *Le Québec progresse*, le dépliant est ingénu. Alors que

les droits économiques et sociaux au Québec (et au Canada) ont effectivement progressé dans la période suivant l'adoption du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), alors que les revendications et les luttes ouvrières ont trouvé un certain aboutissement dans des mesures adoptées par un État de type keynésien (dit État providence par certains), sous l'État néolibéral actuel, le terrain des droits se rétrécit.

Au plus fort de la crise économique des années 30, avant l'avènement de l'État keynésien et alors que les droits économiques et sociaux d'une grande partie de la population étaient particulièrement bafoués, les seuls « services sociaux » auxquels les gens défavorisés avaient accès étaient ceux issus soit de sources privées (le YMCA, la St-Vincent-de-Paul, les « aidantes naturelles », la famille élargie, les Dames patronnesses, les Églises) ou des municipalités.

Après la Deuxième guerre mondiale et sous la pression des groupes populaires et ouvriers organisés, l'État keynésien s'est développé et a joué un certain rôle de redistributeur de la richesse. L'État est devenu plus interventionniste et s'est doté d'un « filet de sécurité sociale » construit à partir d'une gamme de mesures à caractère public : impôts progressifs, assurance- chômage (1940), habitations subventionnées (1964), régime universel de pensions de vieillesse (1965), aide-sociale (1969), assurance maladie (1971), aide juridique (1972); Régie du logement (1972); assurance médicaments (1978); santé et sécurité au travail (1979); normes du travail (1979) et accidents de travail (1985). Cette série de mesures législatives a permis des gains significatifs dans la protection et l'avancement des droits économiques et sociaux des citoyens et citoyennes.

Dans les années 70 et 80, une brèche se produit dans le consensus social concernant le rôle d'arbitre joué par l'État en matière de redistribution de la richesse et de fourniture de programmes sociaux universels. Au Canada, le passage successif de deux gouvernements du Parti conservateur, menés par Brian Mulroney, marque le début du recul de l'État keynésien. Décrochant les déficits budgétaires et les

1. Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC). Le PIDESC - <http://www2.ohchr.org/french/law/ceschr.htm> - est un des deux traités qui complètent la Déclaration universelle, l'autre étant le Pacte international relatif aux droits civils et politiques : <http://www2.ohchr.org/french/law/ccpr.html>.

2. Gouvernement du Québec, *Briller parmi les meilleurs* (2004, p. iv).



obstacles au libre marché, les gouvernements conservateurs remettent en question le rôle de l'autorité publique dans l'arbitrage entre les différentes classes sociales. Suivant le chemin emprunté par les néolibéraux d'ailleurs (États-unis, Angleterre, Australie), les filets de sécurité sociale canadiens et québécois s'effritent progressivement, l'État se retire d'une panoplie de responsabilités sociales et d'autres « partenaires », souvent privés (avec ou sans but lucratif), sont interpellés pour prendre la relève.

Conséquemment, le Québec cassé en deux, anticipé déjà dans les années 80, se réalise : la société se polarise; les riches sont moins nombreux mais plus riches alors que les pauvres plus nombreux mais plus pauvres également. À cet égard, les données du plus récent recensement canadien (2006) indiquent que les politiques fiscales canadiennes ont avantagé le quintile de la population le plus riche, alors qu'elles ont appauvri le quintile le plus pauvre. Ou encore, selon les données récentes de l'Institut de la statistique du Québec, la proportion de familles canadiennes ayant un avoir net d'un million de dollars et plus est passée de 5% en 1999 à 9% en 2005.

Un nivellement vers le sud : l'apport des ententes du libre-échange

Outre l'application de l'idéologie néolibérale au Canada, le passage des Conservateurs au pouvoir a laissé en héritage deux ententes de libre-échange : la première avec les États-Unis en 1988 et la deuxième, l'Accord de libre échange nord-américain (ALÉNA) en 1994. Ces traités ont eu pour effet de « niveler » vers le sud les droits sociaux et économiques. Depuis les vingt années qu'ils sont en vigueur, on peut compter très peu d'avancées et beaucoup de reculs en matière des droits économiques et sociaux, et ce, peu importe la juridiction (provinciale ou fédérale) ou le parti politique au pouvoir.³

Responsabilisez-vous!

Le retrait de l'État de la sphère publique coïncide avec l'émergence d'un autre phénomène. Dans l'idéologie néolibérale, le concept de « droit », particulièrement dans son expression économique et sociale, devient bicéphale : on ne parle plus de droits sans parler aussi de responsabilités. Les droits et les responsabilités. Dans le nouveau discours sur la citoyenneté, le rétrécissement des droits sociaux et économiques s'accompagne d'une insistance sur la responsabilité citoyenne. C'est dans ces termes que les néo-idéologues tonnent contre la dépendance de certains citoyens face à l'État. Le citoyen responsable est celui qui soumet à l'État le moins de demandes possibles et qui ne compte pas particulièrement sur les ressources gouvernementales. Concédant que certaines catégories de citoyens ont des besoins auxquels il doit répondre, l'État néolibéral cherche par tous les moyens à rendre ces citoyens autonomes et indépendants.

Voici pourquoi depuis vingt ans, le régime d'aide sociale est fondé sur la distinction entre les bons et les mauvais pauvres. L'État reconnaît que les bons pauvres (personnes âgées, handicapées, etc.) ne pourront jamais devenir pleinement autonomes et qu'ils ont ainsi droit à la protection de l'État; les

3. Certes, on a maintenant au Québec un système (presque) universel de services de garde et c'est une avancée. Mais, à l'époque, la ministre Louise Harel a décrit les « garderies à 5\$ » comme une piste d'atterrissage de la réforme de l'aide sociale de 1996, celle-là même qui a exacerbé la distinction entre les prestataires aptes et inaptes au travail. L'accessibilité des services de garde est une condition nécessaire pour pouvoir déclarer les jeunes mères aptes au travail...

mauvais pauvres, par contre, ceux qui peuvent travailler « mais qui ne veulent pas », doivent se prendre en main et trouver un emploi. Les mauvais citoyens doivent se responsabiliser – c'est l'essence même du Pacte pour l'emploi, annoncé en grande pompe au printemps 2008, qui élargit les rangs des dits « mauvais pauvres » pour y inclure les travailleurs âgés et les personnes handicapées.

Dans un monde néolibéral, certaines personnes n'ont plus de droits; elles n'ont que des responsabilités. Les personnes assistées sociales responsables trouvent du travail; les étudiants responsables quittent les études le plus rapidement possible; les malades responsables quittent l'hôpital le plus rapidement possible (nonobstant le fait qu'il n'y pas de services à domicile adéquats), les syndiqués responsables du secteur public travaillent (même si l'ONU dénonce l'utilisation excessive par les gouvernements de leur pouvoir pour brimer à répétition les droits syndicaux des travailleurs)

D'après le gouvernement québécois « Notre filet de protection sociale reflète la compassion qui nous réunit ». En élisant, en pleine connaissance de cause, un gouvernement conservateur néolibéral, même minoritaire, sommes-nous en perte de compassion? Ou plutôt, comme société, avons-nous perdu le sens de la primauté des droits du citoyen, dont ceux qui touchent les sphères sociale et économique?

Du nivellement vers le sud

Un cas d'espèce : l'assurance-chômage

En 1988, l'année de l'entrée en vigueur de l'entente de libre échange, 70 % des sans-emploi canadiens touchent des prestations de l'assurance-chômage. Les prestations représentent 60 % du salaire brut avant la perte d'emploi. La même année, 32 % des chômeurs américains touchent des prestations qui représentent 35 % du salaire brut avant la perte d'emploi.

En 1993, 60 % des sans-emploi canadiens peuvent accéder au régime d'assurance-chômage et toucher un maximum de 57 % de leur salaire brut.

En 2003, 50 % des sans-emploi canadiens peuvent accéder au régime d'assurance-chômage et toucher un maximum de 50 % de leur salaire brut.

Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires ; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.

Article 25 de la DUDH

Les droits de l'Homme au travail

Carole Henry, Responsable des dossiers politiques
Au bas de l'échelle

« Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage. Tous ont droit, sans discrimination, à un salaire égal pour un travail égal. Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine et complétée, s'il y a lieu, par tous autres moyens de protection sociale. Toute personne a le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts. » Article 23, de la Déclaration des droits de l'Homme, 1948.

En lisant cet article de la Déclaration, on se dit que c'est pourtant là un objectif modeste et défendable. On n'y réclame pas la richesse pour tous, juste un état d'équilibre permettant d'accéder à la dignité humaine et au respect des droits sociaux. Or, à l'échelle mondiale, l'Organisation internationale du travail (OIT) rapporte qu'en 2007 à travers le monde, au moins 12 millions de personnes sont encore victimes du travail forcé; que 486,7 millions de travailleuses et de travailleurs ne gagnent pas suffisamment pour se hisser, avec leur famille, au-dessus du seuil de pauvreté fixé à un dollar US par jour; que le taux de chômage mondial est le plus élevé de tous les temps et qu'un grand nombre de travailleuses et travailleurs ne gagnent pas assez pour jouir de conditions de vie décentes.¹

La précarité en mutation

Dans le monde du travail, le changement le plus marquant des dernières décennies est la diversification des formes et des statuts d'emploi. Au Québec, en 2007, plus de la moitié des emplois créés prenait la forme de travail autonome, le nombre d'emplois à temps partiel croissait plus vite que ceux à temps plein et ceux syndiqués étaient en baisse.² Ainsi, actuellement, plus d'une personne sur trois est en situation de travail atypique.

Du travail à temps partiel ou temporaire, en passant par le travail sur appel ou offert par une agence de placement, le travail atypique rime trop souvent avec précarité. Lorsqu'on additionne insuffisance d'heures de travail avec faible taux horaire et périodes de travail entrecoupées de période de chômage

ou de recherche de contrats, on aboutit à un appauvrissement économique. Le rapport Arthurs³, publié en 2005, affirmait que 75 % des personnes travaillant à temps partiel souhaitaient trouver un emploi à temps plein.

Les travailleuses et travailleurs atypiques, en plus de toucher des salaires inférieurs, ont difficilement accès aux avantages sociaux, à la formation et à l'avancement. Un exemple probant de cette réalité est l'écart salarial que subissent les travailleuses et travailleurs d'agences en gagnant 40 % de moins en moyenne que les employés réguliers pour des tâches comparables. Ainsi, différentes classes de travailleuses et de travailleurs se créent au sein d'une même entreprise. La durée du travail pose aussi de sérieux écueils, particulièrement en ce qui concerne la conciliation travail-famille, surtout lorsqu'on travaille avec des horaires variables ou que l'on est obligé de combiner différents postes à temps partiels. De plus, les travailleuses et travailleurs atypiques ont peu de protection en cas de maladie et la plupart n'ont pas la capacité de contribuer à un régime de retraite. À long terme, la précarisation du travail aura des impacts négatifs pour l'ensemble de la société.

Cet état de fait est le résultat des stratégies d'employeurs toujours à la recherche d'une plus grande flexibilité. Celle-ci se traduit souvent par l'usage d'une force de main-d'œuvre au coût le plus bas possible dont on se départit au rythme des besoins de la production. Pour se dérober de leurs responsabilités envers leurs employés, pour contourner les lois du travail ou encore pour freiner la syndicalisation, les employeurs ont le choix des moyens. L'embauche se fait par contrats de service (parfois du faux travail autonome), par le biais des agences de placement, de la sous-traitance ou de l'importation de main-d'œuvre étrangère. Et si

1. OIT, *L'OIT en un coup d'œil*, brochure 24 p., 2008.

2. Institut de la statistique du Québec. *État du marché du travail au Québec : le point en 2007*. Québec : JSQ, 40 p., 2008.

3. ARTHURS, Harry W. « *Équité au travail, des normes du travail fédérales pour le XXI^e siècle* » Examen des normes du travail fédérales, 2005.



les coûts sont encore trop élevés (ou les profits insuffisants), on externalise vers d'autres pays encore moins protégés ou on menace de le faire...

Les lois du travail, conçues à l'origine pour apporter un minimum de protection sociale aux salariés traditionnels, n'ont pas été adaptées pour rendre compte de ces nouvelles réalités axées sur la flexibilité.⁴ Par exemple, lorsque vient le temps de faire valoir leurs droits, les travailleurs d'agence sont particulièrement vulnérables, coincés entre l'agence qui les embauche et le client d'agence qui exerce un contrôle au quotidien⁵. Le service continu, qui détermine l'application de certaines normes du travail comme la durée du préavis et la protection contre les congédiements injustes, est parfois difficile d'accès pour les salariés atypiques. Les recherches effectuées sur le travail atypique pour le compte des gouvernements québécois et fédéral, et qui ont mené aux rapports Bernier⁶ et Arthurs⁷, recommandent de multiples mesures pour freiner la précarisation de l'emploi et augmenter les protections sociales. Mais, comme bien d'autres, ces rapports s'empoussièrent sur une tablette étatique.

Rappelons, encore une fois, que le Canada et le Québec sont signataires de plusieurs conventions internationales qui garantissent un ensemble de droits et de protections sociales dont le *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels* (le PIDESC) et plusieurs conventions de l'OIT portant sur le travail et la syndicalisation.

Pourtant, le *Comité des droits économiques, sociaux et culturels* de l'ONU a recommandé explicitement au Canada et au Québec de « prendre des mesures pour que les travailleurs exerçant des emplois précaires à temps partiel

et temporaires faiblement rémunérés, en particulier les femmes, puissent avoir accès à des régimes d'assurance pour l'emploi, exercer leurs droits syndicaux et être réellement protégés par les normes du travail ».⁸

Les lois du marché mènent à un déficit social que l'État compense sans cesse par des programmes sociaux, comme les mesures de supplément de revenu qui ont pour résultat l'accroissement du profit de quelques-uns au détriment de l'essor économique partagé. La mondialisation met en compétition les travailleuses et les travailleurs de partout dans le monde sur la base des salaires et des conditions de travail. Les menaces et les procédés d'externalisation et de sous-traitance forcent des compromis et des pertes de protection pour une part importante des travailleuses et travailleurs des pays industrialisés. Les solidarités pour l'amélioration des conditions et des protections du travail devront se faire avec un regard ouvert sur le monde pour se réaliser. Un plus grand accès à la syndicalisation, des liens serrés entre travailleuses et travailleurs syndiqués ou non et la bataille pour renforcer les lois du travail sont des moyens accessibles pour forcer un autre équilibre. Les acteurs sociaux doivent se parler, s'entendre et s'engager les uns envers les autres pour la défense et la protection des droits collectifs.

« Pour éviter de devoir accorder des avantages sociaux et, dans certains cas, pour justifier de payer les travailleurs en fonction d'une échelle inférieure, des employeurs peuvent réserver un nombre significatif d'emplois à des employés temporaires ou provenant d'agences de placement. Dans des cas extrêmes, ces personnes peuvent travailler pendant des mois ou même des années en exécutant une multitude de contrats à court terme, et peuvent effectuer le même travail que des employés permanents avec un aussi bon rendement, mais être payés moins et bénéficier de moins d'avantages sociaux, sinon d'aucun. La logique de cette position s'applique non seulement lorsque l'emploi est déguisé en un travail indépendant, mais aussi lorsque l'emploi permanent est déguisé en emploi temporaire. »

ARTHURS, Harry W., « *Équité au travail, des normes du travail fédérales pour le XXI^e siècle* » 2005, page 250.

8. Nations Unies, Comité des droits économiques, sociaux et culturels, 36^e session, Genève, 1^{er} au 19 mai 2006, recommandation 48.

4. BERNIER, Jean, JOBIN Carol, VALLÉE Guylaine. *Les besoins de protection sociale des personnes en situation de travail non traditionnelle*, Québec, ministère du travail, février 2003.

5. Au bas de l'échelle mène actuellement une campagne de lettres adressées au ministre du Travail lui demandant d'encadrer les pratiques des agences et d'en limiter l'usage à des besoins temporaires. Vous pouvez y participer si ce n'est déjà fait.

6. Supra note 4

7. Supra note 3

Les statuts d'immigration un outil d'exclusion des droits économiques et sociaux

Jill Hanley, professeure adjointe
École de service social, Université McGill

L'idée que les droits humains sont universels, indivisibles et indissociables, est particulièrement mise à mal par l'État dans le cadre de la mise en application des mesures liées au statut légal des individus en matière d'immigration. Pour être considéré-e « citoyen-ne » ou « résident-e » et bénéficier des mêmes droits que l'ensemble des membres de la société où l'on réside, il ne suffit pas d'y être présent et d'y participer ; la reconnaissance des droits se fait plutôt en fonction du statut légal, tel que défini par le gouvernement fédéral principalement dans la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (LIPR). Le gouvernement provincial porte également sa part de responsabilité dans ce déni des droits. Les programmes sociaux étant de compétence provinciale,

le Québec s'appuie sur les différents statuts d'immigration pour en exclure les personnes migrantes, violant ainsi plusieurs de leurs droits économiques et sociaux. De plus, le discours proposant d'associer immigration, lutte au terrorisme et « sécurité nationale », dans un contexte économique néo-libéral, rend la lutte de ces personnes pour faire valoir leurs droits humains de plus en plus difficile – voire même risquée

Les statuts d'immigration précaires

Les catégories menant à l'attribution d'un statut précaire élaborées par la LIPR sont nombreuses et complexes. Ces statuts dépendent souvent d'un tiers: il peut s'agir d'un employeur ou d'un membre de la famille, et placent la personne dans une situation de vulnérabilité face à l'exploitation et à la déportation.

On entend par « sans papier » les personnes qui résident au Canada sans permis de résidence valide. Bien qu'une majorité d'entre elles soit entrée légalement au Canada, il arrive qu'elles perdent leur statut pour diverses raisons. Le parcours de certaines personnes revendiquant le statut de réfugié en est un exemple. Ces personnes doivent souvent attendre des années avant d'obtenir une décision. Lorsqu'acceptées, elles peuvent néanmoins rencontrer des problèmes lors de l'enquête de sécurité. Certaines entreprennent de contester la décision, d'autres vivent sous moratoire de déportation; elles risquent aussi de devenir « sans papier » si elles refusent de quitter le pays après avoir exercé tous ces recours.

Par ailleurs, les travailleurs étrangers temporaires forment un groupe important dont le nombre ne cesse d'augmenter, car l'État



accorde de plus en plus de visas temporaires pour des travailleuses et travailleurs peu spécialisés et ce, dans des secteurs autres de l'économie que ceux vers lesquels sont dirigés les travailleuses et travailleurs agricoles saisonniers et les aides familiales résidentes. Ces personnes sont liées par leur visa à un seul employeur et, si elles sont classées « peu spécialisées », elles n'ont pas la possibilité d'obtenir le statut de résidentes permanentes au Canada. Le fait que les travailleuses et travailleurs agricoles saisonniers et les aides familiales résidentes soient très vulnérables à l'exploitation est également bien connu et bien documenté.

Finalement, il y a la catégorie reliée au parrainage familial, qui comporte néanmoins quelques avantages sur le plan légal. Les personnes parrainées sont en effet résidentes permanentes, mais sont toutefois dépendantes d'un tiers pour une période allant de trois ans pour un-e conjoint-e, à dix ans pour les autres membres de la famille.

Mentionnons que même dans les cas où une personne a obtenu son statut de résidente permanente ou acquis sa citoyenneté canadienne, ces situations étant autrefois vues comme la voie royale vers l'égalité avec ceux et celles qui sont nés au Canada – il arrive que la reconnaissance de cette égalité soit remise en question, comme par exemple dans le cas des certificats de sécurité.

Exclusions des droits économiques et sociaux au Québec

Au Québec, de nombreux exemples illustrent comment le statut d'immigration précaire prive les personnes visées de l'exercice de leurs droits. Qu'il s'agisse de soins de santé, d'aide sociale ou de droits du travail, c'est le statut d'immigration qui en détermine l'éligibilité et l'accès. Les personnes à statut précaire s'en trouvent souvent exclues alors que les personnes sans papier en sont totalement exclues, sans compter qu'elles risquent d'être repérées par les autorités d'immigration ou

policières, et d'être considérées davantage comme des menaces à la sécurité canadienne plutôt que des personnes placées en situation de complète vulnérabilité face à l'exploitation qu'on pourrait leur faire subir.

Concernant l'accès aux soins de santé, seuls les travailleuses et les travailleurs temporaires et les personnes ayant la résidence permanente sont couverts par la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ), et ce, suite à un délai de carence de trois mois, ce qui cause des problèmes significatifs pour ces deux groupes. On imagine l'ampleur du problème pour les sans papiers et les personnes à statut temporaire qui ne bénéficient d'aucune couverture. Les personnes revendiquant le statut de réfugié sont couvertes par une assurance maladie fédérale qui rend cependant l'accès au réseau public québécois plus compliqué.

L'accès au soutien au revenu du régime de l'aide sociale est un autre droit social duquel sont exclues toutes les catégories de statut d'immigration précaire, à l'exception des personnes réfugiées qui reçoivent néanmoins un montant inférieur aux barèmes réguliers (si l'on tient compte des allocations familiales). Par ailleurs, malgré leur statut de résidence permanente, les personnes parrainées par un membre de leur famille ou leur conjoint-e sont exclues de l'aide sociale compte tenu de l'entente de parrainage qui les maintient de fait dans une situation de dépendance financière complète vis-à-vis de la personne qui les parraine.

Enfin, en ce qui concerne les droits reliés à l'exercice d'un emploi, on constate par exemple que les travailleuses et les travailleurs étrangers temporaires paient les cotisations à l'Assurance-emploi. Cependant, si ces personnes perdent leur emploi, elles perdent également le droit de demeurer au pays et ne pourront par exercer un autre emploi avant de demander un nouveau permis de travail. Elles sont alors considérées par l'Assurance-emploi comme non disponibles au travail, ce qui les rend inéligibles aux prestations de chômage pour lesquelles elles ont contribué ! En ce qui concerne les normes minimales du travail ou encore l'indemnisation pour les accidents ou les maladies du travail, toute personne qui travaille légalement au Canada est sensée

pouvoir bénéficier de la même protection et se voir reconnaître les mêmes droits. En pratique, les personnes à statut précaire ont souvent peur de porter plainte. En effet, leur droit de demeurer au Canada dépend directement de leur emploi ou encore elles craignent qu'un dossier de plainte ne nuise lors d'une éventuelle demande de résidence permanente ou de citoyenneté. Aussi, un autre important facteur de crainte repose sur leur responsabilité financière envers la famille demeurée dans le pays d'origine.

La réponse communautaire

Durant les cinq dernières années, plusieurs campagnes revendiquant le droit à l'égalité des personnes migrantes et leur plein accès aux droits économiques et sociaux ont été menées. Sur le plan fédéral, le *Conseil canadien pour les réfugiés* revendique le droit à la réunification familiale, les droits des personnes sous moratoire et la protection des victimes de la traite humaine,¹ alors que *Personne n'est illégal* et *Solidarité sans frontières* mènent la campagne « Statut pour tous », revendiquant une régularisation massive et une réforme fondamentale des politiques d'immigration.² Les *Travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce* (TUAC) sont très actifs dans la défense du droit à la syndicalisation

des travailleuses et travailleurs agricoles.³ Localement, des groupes communautaires comme *Projet Genèse*, le *Centre des travailleurs et travailleuses immigrants*, PINAY, (une organisation des femmes des Philippines), l'*Association des aides familiales* et le *Centre des travailleuses en maisons privées* mènent la campagne « Santé pour tous » qui vise – à court terme – l'accès pour les travailleuses domestiques aux protections offertes par le régime de la santé et sécurité au travail et l'abrogation du délai de carence de trois mois en matière de santé.⁴ L'action de ces groupes a déjà attiré l'attention de l'opinion publique, mais les victoires sont difficiles à obtenir dans le contexte actuel de resserrement des frontières et de démembrement de l'État providence. Autant de raisons pour accroître la mobilisation en faveur de la reconnaissance des droits économiques et sociaux des personnes migrantes et immigrantes, droits égaux pour toutes et pour tous.

3. <http://www.tuac.ca/Default.aspx?SectionID=a3b41eb1-f567-4f3b-8a8b-e70050308832&LanguageId=2>

4. <http://www.genese.qc.ca/accueil.html>, <http://www.iwc-cti.ca/> & <http://pinayquebec.blogspot.com/>

1. <http://www.ccrweb.ca/fra/enjeux/campagnes.htm>

<http://www.ccrweb.ca/fra/enjeux/campagnes.htm>

2. <http://www.solidarityacrossborders.org/fr/node>

Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays. Article 13(2) de la DUDH

Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays. Article 14(1) de la DUDH

Nous serons en marche tant que la liberté de toutes ne sera pas assurée

Michèle Asselin, présidente et **Gisèle Bourret**, Comité femmes et mondialisation
Fédération des femmes du Québec

Le mythe de « l'égalité-déjà-là »

Depuis plusieurs années, les attaques contre le féminisme et les revendications qu'il porte revêtent souvent une certaine virulence. Le féminisme serait dépassé, les femmes seraient maintenant dans une situation d'égalité – et même de domination – par rapport aux hommes, bref, tout serait acquis pour les filles et les femmes. Elles auraient même trop de droits et d'avantages ! Le mythe de l'égalité-déjà-là, comme le nomme la chercheuse française Christine Delphy, est présent et, dirions-nous, soigneusement entretenu au Québec, comme ailleurs où les droits des femmes ont connu des avancées notables. Nous faisons face non seulement à des perceptions négatives concernant ces avancées, mais aussi à une tendance assez répandue visant à ignorer ou minimiser les inégalités et injustices qui perdurent à l'endroit des femmes. Et que dire des manifestations franchement anti-féministes auxquelles les groupes de femmes sont régulièrement confrontés. Le recours au *mythe de l'égalité-déjà-là* est-il autre chose finalement qu'une manifestation du sexisme ordinaire ? Nous assistons à une recrudescence du sexisme dont toutes les formes - allant des plus libérales aux plus conservatrices - visent à modeler ou à contrôler le corps des femmes : qu'il s'agisse de la sexualisation à outrance du corps des femmes et des petites filles, de la résurgence de la publicité sexiste et, à l'autre bout du spectre, de la remise en question du droit à l'avortement.

Le renforcement des inégalités : quelques constats

L'expansion planétaire du capitalisme ultralibéral n'a pu se produire qu'avec la présence concertée d'une droite économique et politique. La politique de libéralisation menée par nos gouvernements vise essentiel-



lement à lever les entraves (normes, droits, etc.) à la libre circulation des produits, services et capitaux favorisant ainsi la croissance du secteur privé et le déclin du secteur public.¹ Les transformations que subit le marché de l'emploi renforcent les inégalités entre les femmes et les hommes ou la division sexuelle du travail. Ici comme ailleurs, cela se manifeste par l'exploitation du travail gratuit des femmes et la sous-évaluation de leur travail sur le marché de l'emploi, la précarisation de l'emploi touchant particulièrement les secteurs ou métiers traditionnellement féminins (travail

1. Cf. Gisèle Bourret et Danielle Bellange, coll. Lyne Kurtzman, Institut de recherches et d'études féministes, Comment le libre-échange et la libéralisation affectent de façon spécifique le travail des femmes, Outil de formation, Fédération des femmes du Québec, 2006, pp 8 et suivantes.

clérical, vente au détail, industrie légère, traitement de données, soins aux personnes, aide domestique, etc.), la persistance des ghettos d'emploi féminin et l'iniquité des salaires. Ajoutons à cela, particulièrement pour les femmes du Sud, l'augmentation du travail informel ainsi que les conditions de travail dangereuses et dégradantes dans les ateliers de misère et les zones franches. La marchandisation ou la commercialisation à grande échelle du corps des femmes représente un élément important de l'économie globalisée : environ quatre millions de femmes et de fillettes sont achetées et vendues chaque année et on estime que le trafic humain rapporte sept milliards de dollars par année aux réseaux criminels organisés.² La féminisation des migrations touche également le secteur des services domestiques où les femmes des pays pauvres sont « exportées » vers les pays riches. On connaît ici le Programme canadien à l'intention des aides familiales résidentes qui « facilite » la venue d'immigrantes comme aides familiales à domicile dans des conditions générales qui portent atteinte à plusieurs de leurs droits.

Diversité religieuse

Le port de signes religieux ostentatoires dans les institutions publiques est, depuis plus de dix ans, sujet à débat au Québec. Il n'y a pas d'unanimité sur cette question dans le mouvement des femmes.³ Comment concilier en droit et en fait la liberté de croyance et de religion avec le droit à l'égalité entre les femmes et les hommes alors que la plupart des religions sont traversées par le sexisme ? Récemment, la Fédération des femmes du Québec adoptait une Déclaration⁴ dans laquelle elle affirme notamment qu'elle est pour la liberté religieuse, mais contre les intégrismes de toutes les religions, intégrismes qui ont connu un essor remarquable depuis le 11-Septembre. Elle rappelle : qu'aucune liberté ni aucun droit ne doit servir à perpétuer la discrimination contre les femmes et que la liberté de religion devrait pouvoir s'exercer en harmonie avec le principe d'égalité entre les femmes et les hommes; que toutes les pratiques culturelles ou religieuses

opprimant les femmes et les filles doivent être dénoncées en tant que violations des droits humains des femmes; que la laïcité de l'État est primordiale; qu'il faut éviter le développement d'une ghettoïsation ou d'un communautarisme pouvant être provoqué par l'exclusion économique, sociale, politique et culturelle de certains groupes minoritaires dans la société, par l'intégrisme religieux ou par des politiques gouvernementales mal conçues.

Mondialisation des luttes pour la défense des droits des femmes

L'emprise des droites sociales, morales et politiques, le laisser-faire du marché et l'affirmation des intégrismes religieux obligent le mouvement des femmes à lutter sur plusieurs fronts à la fois pour la promotion et la défense des droits des femmes reconnus dans les instruments internationaux et indissociables de l'ensemble des droits humains. La mondialisation des luttes est maintenant incontournable et nous l'avons pressenti en 1995, lors de la marche *Du Pain et des Roses* contre la pauvreté. Initié par la FFQ, le mouvement de la Marche mondiale des femmes représente un engagement sans précédent du mouvement des femmes à l'échelle internationale. Ce sont 6 000 groupes répartis dans 161 pays et territoires qui ont participé à l'ensemble des actions qui ont culminé en octobre 2000. Un peu plus de cinq millions de femmes et d'hommes ont appuyé les revendications de la Marche mondiale des femmes afin d'exiger des décideurs politiques et économiques un changement de cap radical au niveau mondial pour éliminer la pauvreté et les violences envers les femmes. Des représentantes de la Marche sont allées à l'ONU et ont rencontré les dirigeants du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale pour présenter ces revendications. En 2005, des actions d'envergure relayées dans plus de 40 pays et territoires, se sont déroulées autour de la *Charte mondiale des femmes pour l'humanité*⁵. Cette charte a soutenu différentes revendications aux plans national et régional. D'autres manifestations sont prévues pour 2010. Quatre champs d'action ont été identifiés lors de la dernière rencontre internationale : le bien commun et l'accès aux ressources (la souveraineté alimentaire), l'amélioration des conditions de travail des femmes (salaire

2. Fédération des femmes du Québec, Plate-forme politique, p. 2-3, 2007

3. En 1996, la FFQ a pris position sur le port du voile islamique à l'école. Au cours de la présente année, elle débattera, en assemblée générale spéciale, la question du port de signes religieux ostentatoires dans les institutions publiques.

4. Voir le site : www.ffq.qc.ca

5. Voir le site : WWW.marchemondialedesfemmes.org

minimum, travail décent), les violences contre les femmes (la commercialisation du corps des femmes), la paix et la démilitarisation. Le réseau de la Marche mondiale des femmes est devenu incontournable dans le mouvement altermondialiste.

Les éléments de contexte que nous venons de rappeler montrent que les luttes des femmes pour obtenir une véritable égalité et autonomie doivent se faire sur différents terrains, à différents niveaux et rallier les femmes qui subissent des discriminations en fonction non seulement du sexe, mais aussi de l'origine ethnique, de la couleur, de la religion, de l'orientation sexuelle, du handicap, de l'âge et de la condition socio-économique. À l'heure de la globalisation, faut-il redire que les alliances avec d'autres mouvements sociaux sont essentielles.

Plus de 500 jeunes femmes toujours rebelles

Du 10 au 13 octobre, avait lieu le premier rassemblement pancanadien des jeunes féministes Toujours RebELLes. C'est plus de 500 jeunes femmes de partout au Canada qui ont envahi les locaux de l'UQAM pendant ces 3 jours pour réaffirmer la pertinence du féminisme et pour agir collectivement sur des enjeux les concernant : comme la féminisation de la pauvreté, la marchandisation du corps des femmes ainsi que le racisme, pour n'en nommer que quelques uns. Les jeunes féministes ont même été invitées à expérimenter le cheerleading radical ! Comme quoi elles ont des idées à revendre !

L'énergie dégagée par toutes ces jeunes féministes valait le détour ! L'adoption d'un manifeste des jeunes féministes du Canada a été le point culminant du rassemblement, manifeste nous permettant de découvrir les espoirs des jeunes féministes, ce qu'elles rejettent du système actuel ainsi que ce qu'elles proposent afin de continuer toujours à lutter pour une réelle égalité hommes-femmes. Le manifeste des jeunes féministes est disponible au www.rebelles2008.org et servira d'outil politique une fois de retour dans leur communauté. Avis à ceux et celles qui affirment que le féminisme est mort, les jeunes féministes sont loin d'avoir dit leur dernier mot !



Dans un État sécuritaire, nous avons tous et toutes quelque chose à craindre

Martine Eloy, membre du CA
de la Ligue des droits et libertés

Depuis le 11 septembre 2001, la sécurité nationale a souvent été invoquée pour justifier des mesures ou pratiques qui, dans d'autres circonstances, auraient été jugées carrément inacceptables. Que se cache-t-il derrière ces deux mots? Où ce concept risque-t-il de nous mener?

Dans ce nouveau paradigme, tout individu représente potentiellement un risque et devient un suspect potentiel. Il s'agit d'éliminer les risques sur la base des « meilleurs renseignements » disponibles... Que les « meilleurs renseignements » soient complets ou exacts n'a aucune importance.

Le concept de sécurité nationale n'est pas nouveau. Traditionnellement, ce concept a été invoqué pour permettre la mise en place, pour une période de temps limitée, de mesures d'exception en vue de protéger un État, et donc sa population, contre une menace, le plus souvent militaire. Lorsqu'il a été utilisé, il a toujours mené à de terribles abus. Deux flagrants exemples, relativement récents, sont l'imposition de la loi du cadenas au début des années 50 et l'internement des Japonais pendant la Deuxième guerre mondiale. Toutefois, dans la dernière décennie, le concept

de sécurité nationale a été considérablement élargi. Il a été utilisé dans certains cas pour protéger les bonnes relations internationales et, dans d'autres, pour protéger des intérêts commerciaux.

Dans le climat de peur qui a prévalu après le 11 septembre, la sécurité nationale a été invoquée dans la plupart des pays occidentaux pour introduire une foule de mesures portant atteinte aux droits humains et aux libertés civiles. Ainsi, de nombreux éléments importants de notre système judiciaire, tel le droit à un procès juste et équitable, la présomption d'innocence, le droit de connaître la preuve qui pèse contre soi, le droit à une défense pleine et entière, le droit de ne pas être sujet à des fouilles et saisies sans motifs raisonnables et le droit de ne pas s'incriminer, ont tous été remis en question sous prétexte de sécurité nationale. Plusieurs personnalités politiques et juridiques ont même laissé entendre que, si c'était pour des motifs de sécurité nationale, la torture pouvait être envisagée... De plus, la guerre contre le terrorisme étant une guerre « permanente », les mesures mises en place ne sont pas des mesures d'exception, mais des mesures qui sont là pour rester et qui modifient de manière permanente notre système judiciaire, ainsi que nos instruments de protection de nos droits et libertés.

C'est aussi en invoquant la sécurité nationale que les gouvernements ont procédé au fichage et à la surveillance de pans entiers de la population. Des transactions financières, des interventions médicales, des voyages personnels ou d'affaires, sont autant d'occasions d'obtenir des renseignements, de colliger des bases de données, pour ensuite établir des profils de risque en utilisant des algorithmes. Dans ce nouveau paradigme, tout individu représente potentiellement un risque et devient un suspect potentiel. Il s'agit d'éliminer les risques sur la base des « meilleurs renseignements » disponibles... Que les

« meilleurs renseignements » soient complets ou exacts n'a aucune importance. Un risque est une probabilité mathématique ou statistique. Il n'est pas grave que ce risque ne se matérialise pas. Cela demeure techniquement un risque. Il y a de nombreux exemples de ceci : la liste des passagers interdits de vols, les personnes empêchées de rentrer aux États-Unis pour avoir été arrêtées il y a 30 ans, même si elles n'ont jamais été déclarées coupables ni même accusées, ou le fait de saisir des portables sans qu'il y ait motifs de croire que les propriétaires de ceux-ci aient des intentions criminelles. Nous sommes loin de la présomption d'innocence, et le dicton « celui qui n'a rien à se reprocher, n'a rien à craindre » n'est tout simplement plus vrai.

Le gouvernement fait de plus en plus appel au secret pour motifs de sécurité nationale. En effet, nous assistons au développement d'une véritable culture du secret. Le motif de la sécurité nationale est utilisé pour retenir toutes sortes de renseignements qui ont parfois plus à voir avec le préservation de bonnes relations internationales et la protection d'intérêts commerciaux qu'avec la sécurité de l'État. Cette culture du secret est peu compatible avec une démocratie, où le gouvernement a un devoir de transparence, car il est redevable à la population pour ses gestes et actions, alors que les individus, eux, ont droit au respect le plus complet de leur vie privée. Dans une démocratie, la population a le droit d'être informée des activités du gouvernement alors que dans un régime autocratique, c'est le gouvernement qui a le droit de tout savoir sur les activités des individus.

Ainsi, lorsque le Juge Dennis O'Connor, responsable de la Commission d'enquête publique sur Maher Arar, a voulu remettre un résumé des renseignements du SCRS à Maher Arar, estimant que ceux-ci ne représentaient aucun danger pour la sécurité nationale, le gouvernement s'est interposé, prétendant le contraire. Des pages et des pages du rapport de la Commission d'enquête publique sur Maher Arar ont été noircies avant d'être rendues publiques. Suite à de multiples protestations, certaines pages ont finalement été révélées et, à la surprise générale, ces pages ne contenaient que des banalités. C'est d'ailleurs le constat

que le Juge Richard Mosley, juge au procès de Momin Khawaja a fait :

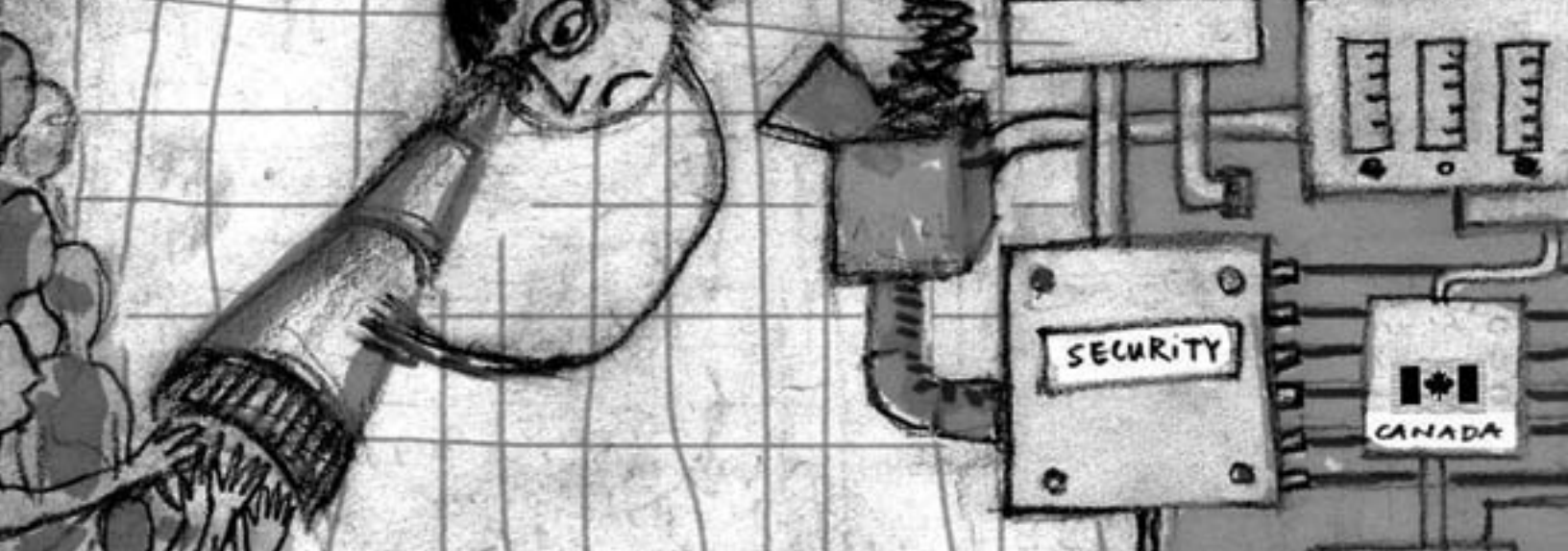
« Ayant eu à passer un mois à éplucher des documents officiels [...] une chose que cette expérience m'a enseigné est qu'une grande partie du matériel que l'on cherche à protéger est extrêmement banale. »

Alors, pourquoi vouloir enrober les événements de tant de secret? Est-ce pour donner l'impression que le gouvernement nous



protège contre un grave danger? Est-ce pour augmenter son pouvoir et éviter d'être obligé de rendre des comptes sur des agissements qui seraient moins banals?

Le concept de sécurité nationale sous-tend un postulat erroné, soit que la sécurité prime sur les droits, qu'il est acceptable de sacrifier quelques droits pour un peu plus de sécurité. C'est la prémisse de déclarations que nous avons entendues plusieurs fois ces dernières années à l'effet que, même si la torture est bannie, il est acceptable d'y avoir recours lorsque c'est pour sauver des vies!



Au fur et à mesure que l'État sécuritaire prend le pas sur l'État de droit, on assiste au phénomène de profilage où certains groupes sociaux -- les immigrants, les itinérants, les jeunes, les syndicalistes, les militants écologistes, pacifistes et sociaux, tous ceux qui sont « différents » -- sont pointés du doigt et identifiés comme représentant un risque. Il se développe un climat où règne l'arbitraire; nous devenons tous des suspects. Et pendant que nous sommes habités par cette obsession sécuritaire, nous négligeons des enjeux qui comportent de graves et réels dangers pour la sécurité humaine (ex. les dangers climatiques, la santé publique, l'accès à l'eau et l'alimentation, etc.). Loin de nous offrir la sécurité, le paradigme de la sécurité nationale fait tout le contraire -- il augmente l'insécurité. Nous ne pouvons être en sécurité que dans une État qui respecte nos droits, économiques, sociaux, culturels et politiques.

Au fur et à mesure que l'État sécuritaire prend le pas sur l'État de droit, on assiste au phénomène de profilage où certains groupes sociaux -- les immigrants, les itinérants, les jeunes, les syndicalistes, les militants écologistes, pacifistes et sociaux, tous ceux qui sont « différents » -- sont pointés du doigt et identifiés comme représentant un risque. Il se développe un climat où règne l'arbitraire; nous devenons tous des suspects.

Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes à son honneur et à sa réputation. Article 12 de la DUDH

La prévention répressive des risques sociaux

Michel Parazelli, Professeur-chercheur, École de travail (UQAM)
Rédacteur en chef, Nouvelles pratiques sociales

La prévention tend à jouer un rôle répressif dans le monde de l'intervention sociale. C'est ce qui ressort de plusieurs constats et d'observations des deux côtés de l'Atlantique¹. En effet, tant sur le plan de la santé publique que sur celui de la sécurité publique, des programmes et des dispositifs sont mis en place pour prévenir des comportements à risque de personnes faisant partie d'un groupe statistique considéré comme ayant un fort potentiel de dangerosité face à l'ordre social, qu'il s'agisse de violence, de délinquance ou d'incivilité appréhendées. Parmi les transformations que connaît l'action publique en matière de problèmes sociaux et de délinquance, une tendance s'ancre progressivement dans les programmes institutionnels, et menace les droits et libertés de la personne. Mentionnons les programmes de prévention précoce de la violence des jeunes en santé publique, et ce qui est convenu d'appeler la « nouvelle pénologie » visant la régulation du risque de délinquance et la prévention situationnelle accompagnée d'un ensemble de dispositifs technopréventifs (vidéosurveillance, biométrie, aménagement sécuritaire, etc.). Ce qui lie les deux domaines d'intervention, c'est le choix d'une approche positiviste (voir encadré) et épidémiologique du développement humain, encadrée par une gestion actuarielle ou prévisionnelle des risques où les institutions doivent intervenir « auprès des personnes ayant commis des infractions pénales, mais aussi auprès de toutes celles qui seraient susceptibles de provoquer ou d'être affectées par des comportements délictueux »², donc des personnes potentiellement dangereuses pour l'ordre public. Protéger la société est le leitmotiv de cette tendance qui se nourrit de l'insécurité sociale. Le fait de naturaliser les actes sociaux déviants en les réduisant

En effet, tant sur le plan de la santé publique que sur celui de la sécurité publique, des programmes et des dispositifs sont mis en place pour prévenir des comportements à risque de personnes faisant partie d'un groupe statistique considéré comme ayant un fort potentiel de dangerosité face à l'ordre social, qu'il s'agisse de violence, de délinquance ou d'incivilité appréhendées.

à des déficiences développementales ou des comportements « sauvages » qu'il faut contrôler, justifie la nécessité d'agir ainsi. Dans cette perspective, il n'est pas question de considérer les causes structurelles créant des inégalités sociales ou les conditions socioéconomiques liées aux choix de société, mais seulement la responsabilisation comportementale de groupes à risque dans un horizon d'adaptation sociale normalisée.

La prévention précoce

Pour les programmes de prévention précoce, il s'agit de prévenir, dès la naissance, les troubles de comportements des enfants de parents dits vulnérables ou identifiés à risque dès la période prénatale (par l'hôpital et le CSSS). Par exemple, le principal programme

1. Rea, A. 2007. « Les ambivalences de l'État social-sécuritaire ». *Lien social et Politiques*, no 57, p. 15-34 ; Delannoy-Brabant, L. 2008. « Quelles évolutions des politiques de traitement du crime à l'ère de la « nouvelle pénologie » ? Une perspective internationale ». *La note de veille, Centre d'analyse stratégique*, no 106, p. 1-7.

2. Rea, 2007, op.cit, p. 19.

de ce genre au Québec s'appelle le SIPPE³. Il s'adresse plus particulièrement aux femmes enceintes et aux mères vivant l'une de ces situations : une jeune femme de moins de 20 ans et ayant donné naissance à un enfant ou une mère n'ayant pas obtenu son diplôme de 5e secondaire et vivant avec un revenu familial sous le seuil de faible revenu. L'objectif principal des SIPPE est de contribuer à réduire la transmission de la notion de pauvreté entre les générations. En fait, en intervenant en très bas âge (0-5 ans), on pense pouvoir prévenir l'apparition de troubles de comportements à l'adolescence dont la violence, les comportements antisociaux, la délinquance, etc. Parmi ces pratiques, il existe quelques approches : biopsychologique, écologique, éthologique, etc.⁴

En ce qui regarde l'approche biopsychologique, les relations de l'enfant dans son milieu familial jouent un rôle déterminant dans la formation des synapses des cellules nerveuses, de sorte que ces interactions familiales participeraient directement à la construction du cerveau, plus particulièrement à la formation du lobe frontal (siège de l'autocontrôle) encore malléable à la petite enfance jusqu'à l'âge de cinq ans. De la qualité de ces interactions dépendrait une bonne ou une mauvaise « programmation » du lobe frontal structurant les habiletés cognitives de l'enfant, d'où la nécessité d'un dépistage précoce et d'un suivi intensif durant cette période⁵. On comprend alors que des interactions inadéquates entre la mère et l'enfant constituent un risque élevé que l'enfant développe des comportements violents faute de dispositions cognitives d'autorégulation. Ainsi, pour favoriser le développement optimal des enfants vivant en contexte de vulnérabilité, il importe de stimuler leur développement cognitif, de développer des comportements

d'attachement parent-enfant et d'améliorer les compétences parentales.⁶

La nouvelle pénologie

Quant aux pratiques de la nouvelle pénologie, la visée est la régulation sécuritaire des risques délictueux et non la programmation psychosanaire du développement humain par la prévention précoce. Les cibles sont souvent les jeunes, les minorités ethniques, les usagers de drogues, les itinérants. Les couvre-feux pour les adolescents instaurés par de plus en plus de municipalités vont dans ce sens. Utilisée au Canada, aux États-Unis et en Europe⁷, la technologie Mosquito consiste en un appareil qui émet des sons à une fréquence de 16000 hertz que seuls les adolescents et jeunes adultes peuvent entendre (situation liée au développement). On l'appelle le « répulsif à jeunes », car l'objectif est de disperser les attroupements et de décourager le flânage dans des endroits commerciaux ou publics. Sans l'avoir adopté, la Ville de Montréal a déjà pensé à le tester pour faire fuir les jeunes graffeurs.⁸ Ce type de pratique rencontre aussi d'autres usages tels que des bracelets GPS contre le décrochage au Texas.⁹ Mentionnons aussi l'intention affirmée de la police de Londres de fichier les enfants considérés à risque de délinquance à partir de 5 ans en recueillant un échantillon de leur ADN.¹⁰ L'objectif, purement instrumental à première vue, est de faciliter le travail de repérage lors de délits commis. La boucle est bouclée entre cette nouvelle pénologie et la prévention précoce. En effet, s'il est possible de dépister les délinquants dès la maternelle, pourquoi ne pas les avoir à l'œil jusqu'à leur adolescence?

3. Services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance (SIPPE) à l'intention des familles vivant en contexte de vulnérabilité.

4. Parazelli, M. 2006. « L'expérience de la prévention précoce au Québec ». Dans SNMPMI (dir.), *Actes du colloque La prévention dans tous ses états. La prévention dans tous ses débats* (24-25 novembre 2006 à la Faculté de médecine Lariboisière), p. 131-146. Paris : SNMPMI.

5. Pour en savoir plus sur l'argumentaire scientifique de cette approche, visionner le documentaire distribué par l'ONF : *Aux origines de l'agression. La violence de l'agneau*, et produit par Tremblay et Gervais, 2006. Site web : <http://www.onf.ca/trouverunfilm/fichefilm.php?id=52739&lg=fr&exp=&v=h>

6. Voir la version pdf du guide de la santé publique en ce qui regarde le développement de l'attachement : <http://msssa4.msss.gouv.qc.ca/fr/document/publication.nsf/0/f0c2afbdd3d4fe528525706f0052c53b?OpenDocument>

7. Thibodeau, M. 2008. « Le Mosquito dans la tempête en Europe ». *La Presse*, samedi, 12 avril, p. A-21.

8. Perreault, L.-J. 2008. « Mosquito. Montréal testera une invention qui fait fuir les adolescents ». *La Presse*, samedi 12 avril, p. A-20.

9. Perreault, M. 2008. « Des bracelets GPS contre le décrochage ». *La Presse*, mercredi 3 septembre, p. A-8.

10. Townsend, M. et A. Asthana. 2008. « Put young children on DNA list, urge police ». *The Observer*, Sunday, March 16.

Quelle menace pour les droits ?

C'est en considérant le pouvoir que tente d'ériger en autorité le regard positiviste de certains experts que la question des droits peut être posée. L'occultation du politique fait en sorte de transformer les droits en besoins et les inégalités sociales en déterminants de la santé. Mentionnons la menace potentielle d'intrusion dans la vie privée sous prétexte de prévention et de sécurité publique, de réponse aux besoins ou d'intention d'endiguer « l'épidémie ». Il s'ensuit une menace à la liberté de penser l'exercice de la parentalité et à l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels dont un *salaire équitable* permettant une *existence décente*, compte tenu que les causes de « l'incompétence parentale » et de la délinquance juvénile auront été naturalisées; l'égalité devant la loi étant ici mise en question. De plus, le dépistage des groupes à risque favorise une stigmatisation des individus créant ainsi d'autres problèmes sociaux ainsi qu'un sentiment d'insécurité face à l'exercice de la parentalité.

Le positivisme

L'approche positiviste en science n'a rien à voir avec l'idée de « pensée positive », mais plutôt avec son origine étymologique : *positivus*, « qui repose sur quelque chose ». Concept élaboré au XIXe siècle, le positivisme tire sa légitimité des sciences naturelles. Cette approche a remporté la ferveur des sociétés modernes compte tenu qu'elle représentait un rempart politique important contre l'obscurantisme religieux qui, pendant des siècles, a imposé sa vision du monde en recourant au mysticisme autour d'un monde construit par des êtres surnaturels (histoire du ciel et de l'enfer, les saints, les anges, etc.). Toutefois, dans la perspective positiviste, seuls les objets observables et les faits concrets sont dignes d'être considérés rationnellement par la science à l'aide de méthodes soumettant ces objets à l'expérience pouvant être reproduite dans d'autres milieux. Il s'agit de découvrir des lois régissant les phénomènes, et dans un des cas qui nous occupent, ceux associés aux problèmes de développement découlant des rapports sociaux. On comprendra alors pourquoi les dimensions humaines non observables physiquement telles que l'imaginaire, les valeurs, la symbolique, les émotions, l'affect, l'autorité, etc., ne sont pas dignes d'être prises en compte par le regard scientifique positiviste, compte tenu que ces dimensions sont reléguées dans le champ des fantaisies, d'égarements perceptifs à la limite, bref elles n'ont pas le statut de réel. Le point de vue positiviste ne prend pas en compte le sens que les personnes donnent à leurs comportements. Inutile de dire ici que le développement humain ne relève pas seulement des faits observables ou de principes naturels, mais aussi de l'expérience subjective qui est sociosymbolique (ex.: l'historicité de la filiation, l'imaginaire associé aux rôles sociaux, le système de valeurs et de croyances, les spécificités culturelles, les désirs, l'inconscient, etc.).

Reconfiguration des rapports de force et des luttes à l'échelle planétaire

Raphaël Canet, Professeur remplaçant à la Faculté des sciences sociales de l'Université d'Ottawa,
membre du secrétariat du Forum social québécois



L 989 devait incarner la *fin de l'Histoire*.¹ Symbolisant la victoire suprême de la démocratie libérale sur le socialisme, la chute du Mur de Berlin semblait ouvrir la voie à une *mondialisation heureuse*.² Les fractures Est/Ouest et Nord/Sud allaient se résorber grâce à l'élargissement progressif du marché mondial du fait de l'application

des sacro-saints principes néolibéraux (libéralisation, déréglementation, privatisation), à la fois par les gouvernements des pays du Centre, mais aussi ceux de la Périphérie. Les recommandations bienveillantes des institutions de Bretton Woods (le *Consensus de Washington*) allaient permettre d'harmoniser, de manière plus ou moins volontaire, les modèles de développement et faire ainsi advenir à l'échelle globale une société libérale de marché. L'illusion ne fut que de courte durée. Très vite le caractère à la fois fortement idéologique de cette vision néolibérale du monde, et la volonté politique de l'imposer de force comme une pensée unique (*There is no alternative!* Le slogan ne cesse d'être répété depuis Margaret Thatcher jusqu'à Jean Charest) furent largement dénoncés. Ce qui se donnait à voir, c'était plutôt l'*horreur économique*³ et la *Fin de la fin de l'histoire*⁴, son recommencement.

La fin de la guerre froide et la mondialisation néolibérale n'ont pas débouché sur l'avènement d'un marché global pacificateur, mais plutôt sur un nouveau cycle de luttes sociales à l'échelle planétaire. La première étincelle des mobilisations populaires contre le néolibéralisme est venue du Chiapas, avec l'insurrection zapatiste lancée le 1er janvier 1994, jour de l'entrée en vigueur de l'ALENA, par les autochtones de la région la plus pauvre du Mexique. Puis, très vite, des mobilisations sociales de toutes sortes se sont enchaînées, toujours plus massives, colorées, innovantes : formes classiques d'action collective (mouvement social de novembre-décembre 1995 en France, grève massive en Argentine contre le FMI en 2000) ; manifestations de type contre-sommet, contre l'OMC (Seattle, 1999 ; Cancún, 2003 et Hong Kong, 2005), la Banque mondiale et le FMI (Prague, 2000), le G8 (Birmingham, 1998 ; Gênes, 2001) ou les projets d'intégration régionale (contre l'APEC à Manille en 1996, la ZLEA à Québec en 2001, l'Europe à Nice en 2000 puis à Barcelone en 2002) ; mobilisations transnationales (lutte contre

1. F. Fukuyama, *La fin de l'Histoire ou le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992.

2. A. Minc, *La mondialisation heureuse*, Paris, Plon, 1997.

3. V. Forrester, *L'horreur économique*, Paris, Fayard, 1996.

4. N. Klein, *Journal d'une combattante: Nouvelles du front de la mondialisation*, Arles, Acte Sud, 2003.

l'AMI en 1997-98, sommets des peuples contre la ZLEA dans les Amériques; marches contre la guerre (15 millions de personnes à travers le monde en février 2003) ; dépôt de pétitions massives (20 millions de signatures pour l'annulation de la dette des pays du Tiers-monde en 1999) ; actions spontanées de Reclaim the Streets (10 000 personnes ont envahi la City de Londres en 1999)... L'arrogance des grands de ce monde, dont le forum économique mondial de Davos est devenu la manifestation la plus grossière, semble avoir précipité l'éclosion d'un nouveau printemps des peuples.

Cette résurgence des luttes sociales s'accompagne de deux autres phénomènes majeurs : d'une part, la création de nouveaux espaces publics critiques aux quatre coins du monde et à toutes les échelles (les forums sociaux) et, d'autre part, le retour du volontarisme politique chez certains dirigeants politiques, principalement en Amérique latine, afin d'enclencher un processus de transformation sociale par *le haut* (en lien avec les mobilisations venant d'en bas)⁵, et de reconfigurer les rapports de force internationaux.

Depuis la tenue du premier forum social mondial, à Porto Alegre au Brésil en janvier 2001, des centaines de forums sociaux ont été organisés à différents niveaux à travers la planète. Les forums sociaux mondiaux sont les plus connus et seront rendus à leur huitième édition, en janvier 2009 à Belém, aux portes de l'Amazonie brésilienne, mais il existe aussi des forums continentaux (Forum social africain, européen, asiatique, des Amériques), nationaux (le premier forum social États-Unis a eu lieu en juillet 2007 à Atlanta et le premier Forum social québécois a rassemblé 5000 personnes à Montréal en août 2007), mais aussi locaux (des centaines de forums sociaux locaux, de villes ou même de quartiers se tiennent chaque année en France, par exemple). Lieu de convergence de la mouvance altermondialiste qui profite de ces moments privilégiés pour renforcer ses alliances, partager ses expériences de lutte, favoriser la participation citoyenne par l'éducation populaire, mais aussi pratiquer des alternatives de consommation et de vie, les forums sociaux se présentent aujourd'hui

comme le creuset d'une nouvelle utopie⁶, le lieu d'éclosion d'une culture politique novatrice visant la construction d'un monde meilleur.⁷

Parallèlement, plusieurs gouvernements, essentiellement en Amérique latine, ont choisi de suivre ce vent de changement et de jouer pleinement leur rôle d'acteur politique d'une transformation sociale au profit du plus grand nombre.⁸ Que l'on pense à Lula au Brésil, à la *révolution bolivarienne* d'Hugo Chavez au Venezuela, à la Bolivie de Morales, à l'Équateur de Correa qui vient d'adopter, fin septembre, une nouvelle constitution proclamant notamment le territoire équatorien libre de toute base militaire étrangère (le pays abrite la plus grosse base militaire américaine en Amérique du sud, à Manta). Ce volontarisme politique s'est aussi projeté sur la scène internationale où, au sein des différentes instances (OMC, Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), UNESCO...), les pays émergents (le fameux BRICS pour Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) exigent désormais une reconfiguration des rapports de force géopolitique au niveau global et n'acceptent plus de se faire dicter leurs politiques.

Cette volonté affichée par certains pays de réaffirmer leur souveraineté sur leurs richesses, sur leur développement et finalement sur leur vie, est une source d'espoir qu'il faudrait bien convertir en source d'inspiration dans les pays du Nord, qui semblent plutôt choisir la fuite en avant néoconservatrice. Pourtant les multiples crises (financière, alimentaire, écologique, guerres...) qui affectent nos sociétés, associées à l'échec de la plupart des instances et projets de la mondialisation néolibérale (AMI, OMC, ZLEA, Constitution européenne...), révèlent qu'un autre monde est non seulement possible et nécessaire, mais tout simplement inévitable. L'issue de la confrontation actuelle entre deux visions du monde, néoconservatrice et altermondialiste, dépendra de la capacité des luttes sociales à forcer les gouvernements à un volontarisme progressiste, tout en stimulant l'essor d'une nouvelle culture politique participative, promue par les forums sociaux, afin d'asseoir le changement social sur des bases réellement démocratiques.

5. Une distinction fort à la mode, notamment : J. Brecher, T. Costello et B. Smith, *Globalization from below: The power of solidarity*, Cambridge (MA), South End Press, 2000 ; D. Della Porta et al., *Globalization from Below: Transnational Activists and Protest Networks*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2006.

6. Le prochain numéro de la revue *Possibles*, à paraître en novembre 2008, est justement consacré à ce thème de « L'altermondialisme : une utopie créatrice ».

7. C. Whitaker, *Changer le monde : Nouvelle mode d'emploi*, Paris, L'Atelier, 2006.

8. C. Rodríguez Garavito, P. Barrett et D. Chavez, *La nueva izquierda en América Latina*, Bogotá, Grupo Editorial Norma, 2005.

Les grandes étapes de la lutte pour un autre monde

<u>1er janvier 1994</u>	Insurrection zapatiste au Chiapas (Mexique)
<u>1997-98</u>	Lutte transnationale contre l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI)
<u>Octobre 1998</u>	Abandon des négociations sur l'AMI dans le cadre de l'OCDE
<u>1998</u>	Création de l'Alliance sociale continentale lors du 11ème Sommet des Amériques (Chili)
<u>1999</u>	Manifestations de Seattle contre l'OMC (50 000 manifestants)
<u>Septembre 2000</u>	Manifestations de Prague contre le FMI et la Banque mondiale
<u>Décembre 2000</u>	Manifestations lors du Sommet européen de Nice (100 000 manifestants)
<u>Janvier 2001</u>	Premier Forum social mondial à Porto Alegre au Brésil
<u>Avril 2001</u>	Manifestations lors du 3ème Sommet des Amériques à Québec (40 000 manifestants)
<u>Juillet 2001</u>	Manifestations contre le G8 à Gênes en Italie (300 000 personnes)
<u>Janvier 2002</u>	Premier Forum social africain (Bamako, Mali)
<u>Novembre 2002</u>	Premier Forum social européen (Florence, Italie)
<u>Janvier 2003</u>	Premier Forum social Asiatique (Hyderabad, Inde)
<u>Février 2003</u>	Marches contre la Guerre à travers le monde (15 millions de marcheurs)
<u>Septembre 2003</u>	Manifestations contre l'OMC à Cancún (Mexique)
<u>Juillet 2004</u>	Premier Forum social des Amériques (Quito, Équateur)

<u>Janvier 2005</u>	Cinquième Forum social mondial à Porto Alegre (150 000 participants)
<u>Mai 2005</u>	NON français et hollandais sur le projet de constitution européenne soumis à référendum
<u>Novembre 2005</u>	Échec des négociations sur la ZLEA lors du 4ème Sommet des Amériques de Mar del Plata (Argentine)
<u>Décembre 2005</u>	Manifestations contre l'OMC à Hong Kong (Chine)
<u>Janvier 2006</u>	Premier Forum social mondial polycentrique (Bamako/Caracas/Karachi, 140 000 participants)
<u>Juillet 2007</u>	Premier Forum social États-Unis à Atlanta (10 000 participants)
<u>Août 2007</u>	Premier Forum social québécois à Montréal (5 000 participants)
<u>Juillet 2008</u>	Échec des négociations à l'OMC sur le cycle de Doha

Pour donner tout son sens à la DUDH

Du droit à un environnement sain au droit à la vie...

Sylvie Paquerot ¹

professeure, École d'études politiques, Université d'Ottawa

Si la question de l'environnement n'était pas, en 1948, abordée directement dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, il reste que 60 ans plus tard, elle est, et cela de manière de plus en plus aigüe, au cœur de la réalisation des promesses non tenues de ce document fondamental.

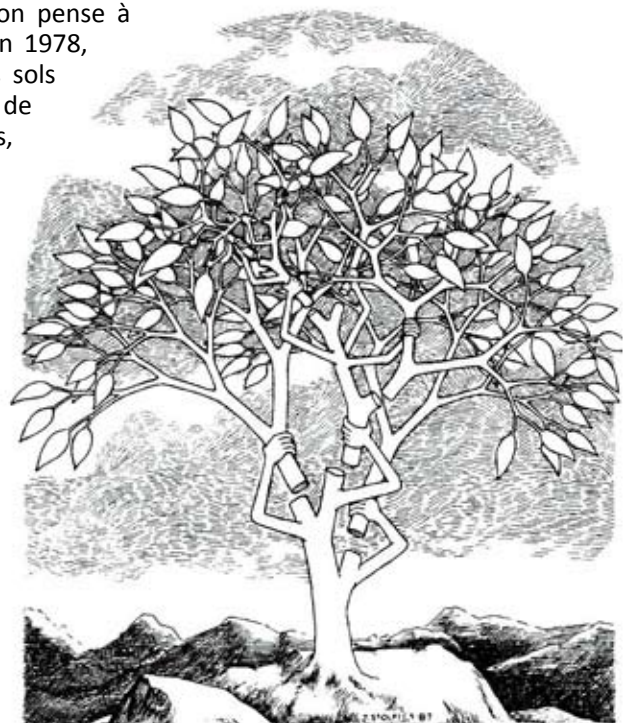
Le droit à un environnement sain s'est peu à peu imposé à l'agenda à partir des années 1970 dans la foulée de la conférence de Stockholm dont la *déclaration* [Déclaration finale, juin 1972]² affirmait à son premier principe que : « *L'homme a un droit fondamental à la liberté, à l'égalité et à des conditions de vie satisfaisantes, dans un environnement dont la qualité lui permette de vivre dans la dignité et le bien-être. Il a le devoir solennel de protéger et d'améliorer l'environnement pour les générations présentes et futures.* »

Depuis cette affirmation solennelle, plusieurs pays ont intégré le droit à un environnement sain dans leurs lois nationales, des organisations régionales l'ont aussi reprise à leur compte, et les instances des droits de l'homme du système de l'ONU y ont accordé une attention soutenue à travers certaines problématiques particulières, dont celles des déchets toxiques.

Le droit à un environnement sain, tel qu'il s'est développé jusqu'à aujourd'hui, a bien sûr représenté à l'occasion un outil utile pour certaines personnes afin de se défendre contre des atteintes directes à leur environnement immédiat : bruit excessif qui nuit à la vie quotidienne, dépotoir à proximité qui dégage des odeurs et porte atteinte à la qualité de vie, puits contaminé, etc.

Depuis les années 1970, il faut cependant constater que les atteintes aux droits humains directement imputables aux problèmes environnementaux se sont multipliées, sont devenues plus massives et, pourrions-nous dire *systémiques*. Que l'on pense à l'affaire de Love Canal en 1978, où la contamination des sols avait mis à risque la santé de centaines de personnes, aux catastrophes de Bhopal (1984), de Tchernobyl (1986) ou de Sandoz (1987) pour les plus connues, le danger pour la vie et la santé humaine de certains de nos modes de développement n'est plus à démontrer.

Prenons simplement l'exemple des maquiladoras (voir encadré p. 29), à la frontière entre le Mexique et les États-Unis, pour illustrer notre propos. Des dizaines, voire des centaines d'autres cas pourraient bien sûr servir également d'exemples, puisqu'il s'agit des conséquences d'un mode de développement généralisé. Cette situation, peut-être plus grave que d'autres, n'en fait pas moins partie de ce qui est devenu notre lot quotidien à travers les multiples formes de pollution chimique ou industrielle dont les effets sont souvent reportés dans le temps et cumulatifs : la pollution des nappes d'eau souterraines qui serait responsable du syndrome du bébé bleu, de l'infertilité masculine et de certains cancers, la contamination des réservoirs au mercure qui provoque des atteintes au système nerveux chez les nouveau-nés, les multiples champs magnétiques auxquels nous sommes exposés et dont nous ne connaissons



1. M.A./M.LL./Ph.D. sciences juridiques et politiques. Directrice du LERSS-eau, Faculté des sciences sociales, <http://www.sciencesociales.uottawa.ca/lab/lerss-eau/fra/index.asp>. Professeure associée au département des sciences juridiques – UQAM. Chercheure associée au Centre d'études sur le droit international et la mondialisation – CÉDIM-UQAM, et à l'Observatoire de recherches internationales sur l'eau – IQHEI-Laval. sylvie.paquerot@uottawa.ca

2. Voir : <http://www.unep.org/Documents.Multilingual/Default.asp?DocumentID=97&ArticleID=1503&l=fr>

pas les conséquences³, etc. L'impératif d'un environnement sain pour respecter l'ensemble des droits humains devient de plus en plus évident. Au-delà des débats visant à clarifier si le droit à un environnement sain existe ou n'existe pas, a une valeur juridique ou non, il reste que le droit à la santé (art. 25 DUDH), lui, subit quotidiennement des atteintes massives un peu partout sur la planète. Il reste également que les revendications pour vivre dans un environnement sain peuvent elles-mêmes engendrer des atteintes réelles à d'autres droits fondamentaux : qui, parmi nous, a l'impression de disposer d'un recours effectif (art. 8 DUDH) lorsque certains développements menacent notre santé? Non seulement les recours n'existent pas dans bien des cas, mais même quand ils existent, les moyens sont tellement disproportionnés que le principe d'égalité devant la loi devient une vue de l'esprit. Et plus récemment, on a bien dû constater que même la liberté d'expression est menacée lorsque nous tentons de protéger notre environnement, comme l'illustre la multiplication des SLAPP.⁴

Par ailleurs, au-delà des catastrophes qui attirent l'attention à l'échelle planétaire, les atteintes aux droits humains liées aux enjeux environnementaux peuvent parfois être plus indirectes ou insidieuses. Pensons aux déplacements massifs de populations pour la construction de grands barrages, qui ont privé des millions de personnes des ressources de leur environnement traditionnel pour assurer leur subsistance et vivre dignement ou, à un autre niveau, aux enjeux environnementaux globaux qui menacent directement la survie même de collectivités entières.

On entend de plus en plus l'expression d'*éco-réfugiés*, c'est-à-dire de personnes, quand ce n'est pas des collectivités entières qui, pour pouvoir survivre, doivent quitter leur environnement naturel qui ne leur permet plus de répondre à leurs besoins de base. La déforestation puis l'érosion rendent de plus en plus de terres stériles, les excès d'irrigation dans certaines régions du monde mènent à la salinisation de millions d'hectares qui ne sont plus, désormais, cultivables.

Les changements globaux de notre environnement, induits par nos modes de développement, se conjuguent pour rendre inaccessibles à de plus en plus de personnes

les conditions d'une vie digne : de la Nouvelle Orléans – Katrina – au Bangladesh – montée des océans – en passant par l'Arctique – fonte de la banquise – ou le Darfour – accès aux sources – les grands systèmes qui permettent la vie sur la planète et les ressources vitales dont nous dépendons sont de plus en plus hypothéqués.

Les enjeux environnementaux sont bel et bien, plus que jamais, des enjeux de droits humains : les droits à la santé, à l'eau, à l'alimentation, le droit de vivre tout simplement, sont en jeu. Soixante ans après l'adoption de la DUDH, peut-être est-il plus que temps d'exiger une réinterprétation du droit à la vie à la lumière de la réalité concrète.

De nombreuses îles disparaîtront dans les décennies qui viennent avec l'élévation du niveau des mers : c'est le droit de vivre de populations entières qui est alors menacé. Qui aura le droit de vivre sur les écosystèmes qui demeureront viables? Quel droit à la nationalité pour ces populations désormais apatrides?

À travers certaines luttes des dernières années, notamment celle de l'accès à l'eau pour touTEs, on a vu des solidarités se tisser entre les mouvements de droits humains et les mouvements environnementaux. Ces solidarités ont porté fruit dans une certaine mesure et nous indiquent des pistes pour « globaliser » nos luttes et amener nos revendications au-delà de leur dimension sectorielle

Reprenons l'offensive et exigeons l'application effective de l'article 28 de la Déclaration universelle : *Toute personne a droit à ce que règne, sur le plan social et sur le plan international, un ordre tel que les droits et libertés énoncés dans la présente Déclaration puissent y trouver plein effet.*

À lire :

Pour comprendre et sentir à quel point il est essentiel, pour l'être humain, de disposer d'un environnement dont la qualité lui permette de vivre dans la dignité et le bien-être, nous vous recommandons la lecture du roman de Cormack McCarthy, *La route* (The Road).

3. La France, notamment, devant l'incertitude, a appelé à la vigilance en début d'année quant aux conséquences de l'utilisation du téléphone cellulaire par les enfants.

4. Strategic Lawsuit Against Public Participation/
Poursuites stratégiques contre la mobilisation publique.

« Dans la région frontalière, les ATN¹ sont une source constante, depuis le milieu des années 1980, de préoccupation en raison de leur taux d'occurrence anormalement élevé. Ainsi, la vallée du Rio Grande a attiré l'attention des chercheurs en 1991, lorsque trois enfants souffrant d'anencéphalie ont vu le jour en l'espace de seulement 36 heures. Même en tenant compte de la fréquence plus élevée de ces malformations chez les populations hispaniques, les experts estimèrent alors que « seulement » deux bébés anencéphales auraient dû naître dans cette région au cours de l'année entière (Haynes, 1998: A-16). En outre, entre 1986 et 1991, pas moins de 90 enfants sont nés, dans les comtés texans frontaliers, avec l'anencéphalie. »

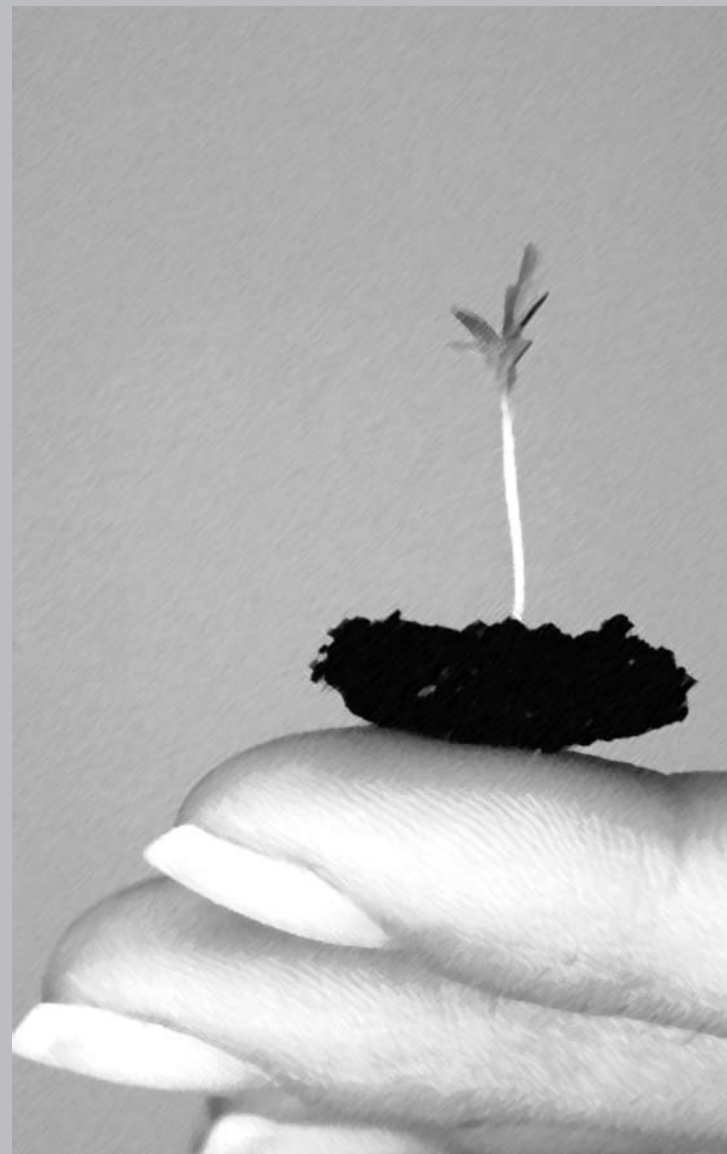
Rapidement, les populations soulevèrent d'importants questionnements quant à d'éventuelles causes environnementales susceptibles d'expliquer la tragédie humaine qui sévissait dans la région. Les résidents soupçonnèrent immédiatement un lien entre les cas d'anencéphalie et les conditions environnementales désastreuses résultant de l'activité des maquiladoras et des infrastructures inadéquates de traitement de l'eau. Déjà, en 1968, les études du Dr Jiri Kucera avaient mené à la conclusion qu'il existait un lien probable entre les ATN et l'exposition à différents types de solvants utilisés en industrie, tels le xylène. Au début des années 1990, devant l'augmentation inexplicable des cas d'anencéphalie dans la région frontalière, de nombreux chercheurs se penchèrent à nouveau sur le problème. Dans la vallée du Rio Grande, certains d'entre eux s'attardèrent à la relation entre le nombre de maquiladoras situées dans la ville de Matamoros et le taux d'occurrence élevé des cas d'anencéphalie signalés entre 1980 et 1992. Les scientifiques conclurent à l'existence d'une corrélation élevée entre toxines environnementales et ATN, conduisant l'un d'entre eux à affirmer: « Anencephaly is merely one consequence of the maquiladora industry's unbridled growth » ² (Reblin, 1996: 951-954).

L'air ambiant et l'eau étant les deux principales sources d'exposition environnementale, plusieurs équipes de chercheurs analysèrent les sols, la poussière et les eaux de surface, et démontrèrent notamment la présence, dans l'eau de certains fleuves, de plus de 400 produits chimiques différents (Haynes, 1998: A-16). Un lien significatif fut établi entre les ATN et la présence, dans l'eau, de tétrachlorure de carbone, un solvant couramment utilisé en industrie. Une association moins éloquente, mais tout de même notable, fut également établie entre les anomalies à la naissance et la contamination de l'eau par les nitrates, souvent présents dans les déchets industriels, et le trichloroéthylène, une substance utilisée industriellement à des fins de dégraissage (Sever, 1995: 168).

1. Les anomalies du tube neural (ATN) sont des malformations congénitales qui se développent au cours des premiers mois de la grossesse, et dont les formes les plus courantes sont le spina-bifida et l'anencéphalie. Les enfants anencéphales naissent avec une importante partie du cerveau en moins (cervelet, hémisphères cérébraux, cuir chevelu, méninges) et, généralement, ne survivent guère plus longtemps que quelques heures ou quelques jours (Reblin, 1996: 931).

2. « L'anencéphalie est une conséquence parmi d'autres du développement effréné des maquiladoras »

Extraits de : Marie-Anne Champoux-Guimond, Essai de Maîtrise en Études internationales, Québec, vendredi 25 avril 2008, Université Laval



Globalisation et reconfiguration politique

Dorval Brunelle, directeur

Institut d'études internationales de Montréal, UQAM

Afin de mettre en lumière l'impact de la globalisation sur la politique, je vais d'abord proposer une définition large de cette notion, après quoi j'essaierai de montrer en quoi et comment la globalisation affecte tout autant le contenu de la relation politique que la pratique politique elle-même, que ce soit à l'intérieur des gouvernements ou dans les rapports que ceux-ci entretiennent avec les organisations et les citoyens, et vice-versa.

Tel que je l'utiliserai dans ces lignes, le mot « politique » ne désignera pas seulement la pratique d'un gouvernement, mais aussi le contenu particulier dont sont investies des relations sociales quand on invoque des valeurs, des principes ou des normes qui font appel au bien commun ou à des fins collectives tels qu'ils devraient être actualisés en tout ou en partie grâce à un ensemble d'actions, de décisions ou de mesures qui doivent être prises dans l'immédiat. C'est donc cette triple dimension commune, pratique et imminente qui caractériserait en propre la politique et qui permettrait de la distinguer de la morale, de l'économie ou de l'idéologie.

C'est en ce sens que l'on pourra dire du déclenchement d'une grève ou d'un boycott qu'ils relèvent du politique, au même titre que la décision d'investir d'un monopole ou la publication d'un Livre blanc de la part d'un ministère, chaque fois que les acteurs impliqués font appel, par delà la défense ou la promotion de leurs intérêts immédiats, à des intérêts collectifs plus larges que l'action en question devrait permettre de réaliser. Bien sûr, il va de soi que les visions du bien commun et de sa réalisation telles que promues - explicitement ou implicitement, peu importe, - par les uns et les autres risquent d'être plus ou moins compatibles, voire contradictoires, mais ce sont précisément ces incompatibilités et ces contradictions qui forment et qui constituent le champ du politique, avec ses débats, ses

affrontements et ses luttes entre intérêts divergents.

Partant de ces réflexions, ce qui distinguerait en propre la politique d'un gouvernement de celle d'une organisation ou d'un citoyen serait lié avant tout au renversement qui est mis en oeuvre dans chaque cas dans l'ordre des priorités entre l'intérêt général et l'intérêt particulier. En effet, pour un gouvernement, c'est la promotion de l'intérêt général de l'ensemble des citoyens et des organisations situés sur son territoire qui devrait primer et qui fonde, au premier chef, à la fois la légalité et la légitimité de son action, tandis que l'intérêt spécifique de ceux qui sont concernés par telle loi ou par tel règlement devrait passer au second plan. En revanche, dans tous les autres cas, c'est l'inverse qui se produit, puisque la légitimité et la légalité de l'action entreprise ne concernent au premier chef que les parties prenantes, tandis que l'intérêt général est cette fois placé à l'arrière plan.

Ces quelques remarques étant établies, je voudrais maintenant établir une distinction importante entre les notions de mondialisation et de globalisation.

À ce propos, les auteurs n'ont pas manqué de proposer toute une série de critères, qu'il s'agisse des nouvelles technologies, de l'ouverture des marchés à la libre circulation des biens, des services, des investissements et de la main-d'oeuvre, du déclin de l'État ou de l'intégration économique à grande échelle. Ces caractéristiques ont toutes leur importance mais, pour les besoins de mon argument, je voudrais introduire une autre dimension de nature à la fois juridique, symbolique et théorique. Dans cette perspective, alors que la mondialisation opérait sous l'égide d'un cadre axiologique, normatif et institutionnel, qui reposait sur un ensemble d'oppositions binaires entre le national et l'international, le public et le privé, le civil et le militaire, le civil et le pénal, l'économique et le social, la

globalisation aurait plutôt pour vocation de dépasser ces oppositions afin d'instaurer un ordre nouveau qui se serait affranchi de la poursuite d'un illusoire intérêt général et qui lui substituerait l'enrichissement collectif, l'initiative individuelle et la maximisation des choix des consommateurs.

Si nous cherchons à lier ces deux ordres de préoccupation portant respectivement sur le statut de l'intérêt général dans la politique publique et sur la globalisation, nous voyons que l'ensemble des mécanismes d'intégration à grande échelle impulsés par l'essor technologique, l'ouverture des marchés et le démantèlement des frontières géographiques, normatives et institutionnelles entre les pays, favorise une permutation programmatique en faveur des intérêts économiques aux dépens de l'intérêt général, collectif ou communautaire. À son tour, cette reconfiguration est la double conséquence du discrédit dans lequel sont tombées la promotion de l'intérêt général et la poursuite du bien commun, d'un côté, de l'ascendant concomitant qu'exerce désormais la promotion des intérêts économiques, de l'autre.

Au niveau institutionnel, ce renversement des perspectives de la part des gouvernements se répercute sur les rôles et fonctions assumés respectivement par les pouvoirs exécutif, judiciaire et législatif, ainsi que sur l'établissement d'une nouvelle hiérarchie à l'intérieur de laquelle les Cabinets règnent en maître sur les deux autres. C'est sans doute un des paradoxes de la globalisation que d'être un processus qui, au nom de la défense des intérêts particuliers et de la promotion de la liberté individuelle, enclenche une concentration sans cesse croissante des pouvoirs au sein des États et des entreprises.

La cause première de ces transformations est imputable aux différents mécanismes institutionnels et normatifs de libéralisation des marchés mis en place depuis deux décennies. Parmi ceux-ci, l'Organisation mondiale du commerce et les accords de libre-échange ont joué et continuent de jouer un rôle de premier plan, tout comme le font, mais en marge des pouvoirs institués cette fois, des organismes comme le Forum économique mondial ou le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité. En procédant, au nom de

... la globalisation aurait plutôt pour vocation (...) d'instaurer un ordre nouveau qui se serait affranchi de la poursuite d'un illusoire intérêt général et qui lui substituerait l'enrichissement collectif, l'initiative individuelle et la maximisation des choix des consommateurs

la défense des quatre soi-disant libertés, -la liberté de circulation des produits, des services, des investissements et de la main-d'œuvre-, au démantèlement des initiatives institutionnelles et normatives adoptées pour minimiser les risques sociaux, économiques et environnementaux, et pour sauvegarder un patrimoine écologique commun, tous ces engagements commerciaux conduisent à un implacable lissage des options dans tous les domaines de la vie. Au nom de la concurrence et de la loi de l'offre et de la demande, les pays devraient renoncer à soutenir les productions nationales les moins rentables, abandonner l'agriculture et l'exploitation d'espèces végétales ou animales particulières, délaisser des métiers et des expertises soi-disant obsolètes, pour leur substituer des produits standardisés et des services normés.

En somme, la libéralisation des marchés, de tous les marchés, y compris celui des projets et des programmes politiques ou celui des droits, loin de conduire à la multiplication des choix ou des libertés, conduit, au contraire, par un étonnant effet de rétroaction, à la standardisation et à la réduction des options, y compris des options politiques et des libertés individuelles.

Le PSP

Un nouveau mode de gouvernance

En Amérique du Nord, le *Partenariat sur la sécurité et la prospérité* (PSP) ne vise rien moins que l'instauration d'une Communauté économique de sécurité à l'échelle du continent. Même si le PSP se situe dans le prolongement de l'ALENA, il s'en distingue sur un point important, puisqu'il établit et instaure un nouveau mode de gouvernance qui doit désormais composer avec la collaboration étroite d'un *Conseil nord-américain de la compétitivité* (CNAC) qui regroupe 30 hommes d'affaires au total issus des dix plus grandes entreprises de chacun des trois pays membres.

Or, un tel mode de gouvernance appelle immédiatement une question centrale, celle de savoir quels intérêts économiques défendent et promeuvent les organisations de gens d'affaires qui sont représentées sur le CNAC et quels risques une représentation aussi sélective est susceptible de faire courir aux secteurs économiques qui ne sont pas représentés, qu'il s'agisse des petites et moyennes entreprises, mais aussi des secteurs économiques alternatifs, comme les coopératives, les mutuelles, l'économie sociale ou l'économie communautaire. Sans compter, bien sûr, la question plus large du déficit démocratique (déficit de représentativité, d'imputabilité, de transparence) inscrit dans ce type de gouvernance qui semble inspiré davantage par les protocoles appliqués au niveau du Forum économique mondial que par des modes de gestion propres aux démocraties parlementaires.

La Déclaration universelle des droits de l'homme

Un acquis fragile

Lucie Lamarche, professeure de droit
Université d'Ottawa

Lire et relire le texte de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* est un exercice fascinant. On en arrive même, tellement le langage est simple et limpide, à oublier de situer cet *homme*, institué comme détenteur de droits humains, dans le contexte géopolitique et économique qui est celui dans lequel il évolue. Sauf pour les dispositions concernant le mariage, on peut ainsi lire le texte de la *Déclaration* en omettant de reconnaître l'existence d'une panoplie de situations différentes et préjudiciables, lesquelles concernent les hommes et les femmes au bénéfice de qui la *Déclaration* a été écrite.

L'universalité, l'interdépendance et l'indivisibilité de tous les droits énoncés dans la *Déclaration* (civils, politiques, économiques, sociaux et culturels), et subséquemment dans les Pactes des Nations Unies, ont été affirmées dans la Déclaration de Vienne des Nations Unies sur les droits humains (1993). Cette importante victoire politique sur l'histoire – il n'y a pas de droits plus importants que d'autres – ne dispose pas toutefois en elle-même de l'enjeu spécifique de la jouissance par chaque personne de tous les droits énoncés dans le texte de la *Déclaration*. Les droits d'une personne située dans son contexte social, pour reprendre l'expression de Gurvitch, ont ainsi été consacrés et déclinés par l'adoption successive de textes spécifiques : les droits des femmes, ceux des travailleurs migrants et de leurs familles, les droits des enfants; et depuis peu, ceux des personnes atteintes d'un handicap.

C'est aussi grâce à l'impulsion de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* que s'est développée peu à peu une conception de l'égalité et de la discrimination qui promeut une vision de ce qui est requis par chacun afin

de bénéficier réellement de tous les droits qui sont les siens. L'égalité ne signifie pas le même bénéfice et la même protection pour tous et toutes.

Ce double mouvement (droits ciblés - indivisibilité des droits) est aujourd'hui chapeauté par une panoplie de mécanismes internationaux destinés au contrôle du respect des droits humains sur le plan domestique et à celui du respect par les États membres des Nations Unies de leurs engagements en vertu des traités pertinents. Le dernier mécanisme en voie d'être adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies est le fruit d'une longue bataille où le Canada n'a pas exactement brillé parmi les meilleurs : le Protocole facultatif au



PIDESC (*Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*).

Il importe de célébrer l'appropriation par la société civile mondiale du texte de la Déclaration, tout comme les efforts concertés (et en perpétuel développement) de celle-ci afin de donner à ce texte une portée effective, tant sur le plan national qu'international.

Pourtant, quelque chose cloche : plus de droits et plus de recours ne signifient pas à l'évidence, pour l'heure, plus de justice globale

À l'heure où se multiplient à la fois les énonciations de droits et les violations de ceux-ci, on constate une explosion dans la recherche de remèdes de nature individuelle, systémique et collective.

ou locale. Retour historique ou nouvelle histoire ? En nous inspirant de quatre thèmes différents issus du texte de la Déclaration, nous tenterons modestement de nourrir les réflexions qui accompagnent les célébrations du 60e anniversaire de celle-ci au Québec.

L'effet d'individualisation

L'affirmation voulant qu'il n'existe pas de droit sans recours utile destiné à le faire valoir est intrinsèquement liée au régime des droits de la personne. À l'heure où se multiplient à la fois les énonciations de droits et les violations de ceux-ci, on constate une explosion dans la recherche de remèdes de nature individuelle, systémique et collective. Certes, les attentes des victimes et des groupes de victimes sont légitimes et les besoins pressants. Il convient néanmoins de se demander si cette explosion comporte un potentiel transformateur satisfaisant sur le plan de la justice sociale : les droits humains offrent un modèle de justice, mais aussi, canalisent-ils peut-être le social dans un paradigme individualisant la ou les victimes. Cette question exige d'un organisme comme la Ligue des droits un délicat exercice d'équilibriste qu'une société marquée par l'exclusion sociale ne facilite pas.

Les droits et les responsabilités

S'il est un sujet que les organisations de la société civile ont habilement tu, c'est celui des devoirs de l'individu envers la communauté, tel que le prévoit l'article 29 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ce silence est totalement explicable sur le plan politique : pourquoi un individu sans droits aurait-il des responsabilités envers la société, lesquelles seraient issues de sa seule appartenance à celle-ci ? Cette rhétorique a satisfait certaines revendications alors que la théorie des droits

de la personne reposait sur une vision qui place l'État au centre de leur mise en œuvre. Maintenant, on dit que le droit international s'horizontalise. On en appelle, par exemple, à la responsabilité sociale des entreprises, actrices déterminantes de la mondialisation. Sur le plan local, le mouvement communautaire se définit comme un partenaire de l'État. En conséquence, l'individu visé à l'article 29 de la Déclaration ne se limite plus au titulaire de droits ou encore, à la victime d'une violation de ces droits. Selon nous, le thème de la responsabilité et des devoirs envers la communauté prend ainsi un autre sens. À l'heure de la privatisation des fonctions de l'État, est-il encore pertinent de négliger les enjeux entourant les devoirs des individus lorsqu'il s'agit du respect des droits humains ?

Le détournement de l'interdiction de la discrimination

L'article 17 de la Déclaration universelle des droits de l'homme prévoit le droit de toute personne à la propriété, seule ou en collectivité. Cette disposition n'a pas été reprise dans les Pactes subséquentement adoptés, ni d'ailleurs, dans la Charte canadienne des droits et libertés de la personne. Une victoire, selon la communauté des droits de la personne, qui y voyait le risque de consolidation du droit des corporations, à titre de personnes morales, à la propriété. Cette consécration ratée a toutefois pris un chemin de traverse avec l'introduction, dans les accords de commerce, de la notion de discrimination commerciale. Cette discrimination a lieu lorsque des avantages consentis à des entreprises nationales sont niés à des entreprises étrangères. Ainsi, si les corporations ne sont pas des personnes morales détentrices de droits humains, elles sont néanmoins détentrices du droit à l'égalité

de traitement en matière d'investissement et de commerce. Ce détournement de sens du concept de discrimination rétrécit l'écart entre les concepts de personnes physiques et de personnes morales sur le plan des droits. Et tout porte à croire qu'il ne suffira plus, afin de promouvoir l'indivisibilité des droits de la personne, de dénoncer les risques inhérents à la reconnaissance du droit de propriété. Pourquoi alors ne pas ouvrir un chantier de réflexion autour du standard garanti par la Charte québécoise : le droit à la jouissance paisible et à la libre disposition de ses biens, sauf dans la mesure prévue par la loi. C'est alors sur la loi, qu'il faudra poser un regard vigilant ! Car les règles qu'elle énonce doivent s'inscrire dans le droit fil de la Déclaration universelle des droits. À cette fin, peut-être existe-t-il des biens non appropriables qu'il conviendrait d'énumérer afin de contrer la convoitise des victimes (sic) de discrimination commerciale.

L'agenda sécuritaire

Selon l'article 29(2) de la Déclaration, l'exercice des droits de chacun ne peut être soumis qu'à des limitations établies par la loi et ce, exclusivement en vue d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés et afin de satisfaire aux justes exigences

de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique. Des milliers de thèses dans toutes les langues ont été rédigées sur ce thème. Toutefois, le nouvel agenda sécuritaire exige que l'on s'interroge sur le travestissement de ces limites et des mots qui les fondent. Quelle morale ? Quel ordre public ? Quel bien-être général ? Les tribunaux se montrant timides dans leurs réponses, seule l'action politique permettra ici un revirement non pas du texte, mais de son sens démocratique.

La notion de texte vivant, abondamment utilisée par les tribunaux afin de décrire la nature des chartes des droits de la personne, subit de nos jours des retournements de sens. À quoi bon plus de recours si les droits perdent leur sens ? C'est de plus de sens dont on a d'abord besoin. Or, les détenteurs de droits humains ont le droit démocratique de donner un sens à la société qui est la leur.

Ne manquez pas le Spectacle bénéfice de la Ligue des droits et libertés

**13 février 2009
Au Kola Note**

**Avec Marie-Claude Thisdale (interprète Desjardins), Intakto, Yves Desrosiers,
Les Voix Féministes, Jean-François Lessard, et d'autres surprises ...**

Billets en vente début décembre !



LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS

MEMBRES du CA

Dominique Peschard, *Président*
Retraité de l'enseignement

Marcel Duhaime, *2ième vice-président*
Retraité de l'éducation et du syndicalisme

Louise Riendeau, *Trésorière*
Coordinatrice de dossiers politiques

Gilbert Nadon, *Secrétaire*
Avocat

Karine Crépeau
Conseillère syndicale

Martine Eloy
Conseillère syndicale

Gisèle Eva Côté
Militante pour les droits des femmes

Pierre Louis Fortin-Legris
Avocat

Francine Néméh
Militante en coopération internationale

Pulchérie Nomo Zibi
Consultante en résolution des conflits armés,
en genre et développement international

Rolande Pinard
Sociologue du travail

Rachid Raffa
Analyste en transport

Jacques Tousignant
Retraité de l'Université du Québec

Permanence

Nicole Filion
Coordonnatrice

Afifa Maaninou
Adjointe à la direction

La Ligue a entrepris
de publier
une série de
fascicules
dans le but porter
à l'attention de
la population
différentes mesures
qui portent atteinte
aux droits et
libertés.

La liste noire de passagers aériens



La Loi antiterroriste



Les certificats de sécurité



Les poursuites-bâillons



Le « Taser »





Bannière gracieuseté de Christian Bourget.

OUI! J'APPUIE LA LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS!

Nom :	Prénom :		
Adresse :	Ville :	Prov. :	Code postal :
Courriel :	Tél. maison :	Tél. travail :	

COTISATION

- | | | |
|---|---|-------|
| <input type="checkbox"/> Nouveau membre | <input type="checkbox"/> Membre * | 30\$ |
| <input type="checkbox"/> Renouvellement | <input type="checkbox"/> Étudiant ou personne à faible revenu | 10\$ |
| | <input type="checkbox"/> Organisme communautaire | 65\$ |
| | <input type="checkbox"/> Syndicat et institution | 200\$ |

DONS

J'aimerais faire un don

- ☐ 50 \$
☐ 100 \$
☐ 200 \$
☐ 500 \$
☐ Autre : _____

☐ Je désire recevoir les publications de la Ligue par courriel plutôt que par la poste.

* La Ligue accepte les adhésions individuelles, quelle que soit la somme versée.

En devenant membre de la Ligue, vous recevrez ses publications ainsi que l'envoi hebdomadaire (courriel). Faites parvenir votre coupon dûment rempli à LDL, 65 ouest rue De Castelnau, Bureau 301, Montréal, Qc H2R 2W3 ou au bureau de votre section régionale. Les renseignements nominatifs que vous fournissez demeurent confidentiels.

LDL – SIÈGE SOCIAL

65, rue de Castelnau ouest, bureau 301
Montréal, Québec, H2R 2W3
Téléphone : 514-849-7717
Télécopieur : 514-849-6717
Courriel : info@liguedesdroits.ca
Site internet : www.liguedesdroits.ca

SECTIONS RÉGIONALES

LDL – Section Estrie

187, rue Laurier, bureau 313
Sherbrooke, Québec, J1H 4Z4
Téléphone : 819-346-7373
Télécopieur : 819-566-2664
Courriel : liguedesdroitsetlibertes@hotmail.com

LDL – Section Saguenay-Lac-St-Jean

3791, rue de la Fabrique, bureau 707.10
C.P. 2291, Succursale Kénogami
Jonquière, Québec, G7X 7X8
Téléphone : 418-542-2777
Télécopieur : 418-542-8187
Courriel : ldl-saglac@bellnet.ca
Site internet : www.ldl-saglac.com

LDL – Section Québec

405, 3^e avenue, Bureau 202
Québec (QC) G1L 2W2
Téléphone : 418-522-4506
Télécopieur : 418-522-4413
Courriel : info@liguedesdroitsqc.org
Site internet : www.liguedesdroitsqc.org



LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS

La Fondation
Léo-Cormier

